

**BELGISCHE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

**HANDELINGEN VAN DE
PLENAIRE VERGADERINGEN**

308 09/02/1999 - namiddag

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

**ANNALES DES
SÉANCES PLÉNIÈRES**

308 09/02/1999 - après-midi

Sommaire

Mardi 9 février 1999, après-midi - 308

COMMUNICATIONS	10941
DEBAT SUR LE ROLE DES FORCES ARMEES (<i>CONTINUATION</i>)	10941
reprise de la discussion	10941
<i>Orateurs : MM. Beaufays, Vanoost, Borginon, Eeman</i>	
ORDRE DES TRAVAUX	10952
DEBAT SUR LE ROLE DES FORCES ARMEES (<i>CONTINUATION</i>)	10952
reprise de la discussion	10952
<i>Orateurs : MM. Moerman, Van Erps, Vanoost, Cuyt, Henry, Poncelet</i> , vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie	
amendements	10966
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS	10966
- projet de loi concernant la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord (1962/1 à 3)	10966
discussion générale	10966
discussion des articles	10966
- projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés (amendé par le Sénat) (1561/11 à 14)	10967
discussion des articles	10967
- proposition de résolution de M. Rony Cuyt relative à l'installation d'appareils de haute technologie sur les véhicules et les voies de circulation en vue d'améliorer les conditions de circulation et d'accroître la sécurité routière (1601/1 à 6)	10967
discussion	10967
amendement	10967
- proposition de résolution de Mmes Pierrette Cahay-André et Martine Schüttringer et MM. Jos Ansoms, Rony Cuyt, Luc Toussaint, Julien Van Aperen, Hugo Van Dienderen, Karel Van Hoorebeke et Michel Wauthier relative à la sécurité des motocyclistes (1753/1 et 2)	10968
discussion	10968
aucun amendement	10968
—	
ANNEXE	10969
DÉCISIONS INTERNES	10969
DEMANDES D'INTERPELLATION	10969
DEMANDES	10969

Inhoud

Dinsdag 9 februari 1999, namiddag - 308

MEDEDELINGEN	10941
DEBAT BETreffende DE ROL VAN DE KRIJGSMACHT (VOORTZETTING)	10941
hervatting van de bespreking	10941
<i>Sprekers : de heren Beaufays, Vanoost, Borginon, Eeman</i>	
REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN	10952
DEBAT BETreffende DE ROL VAN DE KRIJGSMACHT (VOORTZETTING)	10952
hervatting van de bespreking	10952
<i>Sprekers : de heren Moerman, Van Erps, Vanoost, Cuyt, Henry, Poncelet</i> , vice-eerste minister en minister van Landsverdediging, belast met Energie	
amendementen	10966
WETSONTWERPEN EN VOORSTELLEN	10966
- wetsontwerp betreffende de exclusieve economische zone van België in de Noordzee (1902/1 tot 3)	10966
algemene bespreking	10966
bespreking van de artikelen	10966
- wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren (geamendeerd door de Senaat) (1561/11 tot 14)	10967
bespreking van de artikelen	10967
- voorstel van resolutie van de heer Rony Cuyt betreffende de bevordering van de hoogtechnologische uitrusting van voertuigen en wegeninfrastructuur in het belang van de mobiliteit in het algemeen en de verkeersveiligheid in het bijzonder (1601/1 tot 6)	10967
bespreking	10967
amendement	10967
- voorstel van resolutie van de dames Pierrette Cahay-André en Martine Schüttringer en de heren Jos Ansoms, Rony Cuyt, Luc Toussaint, Julien Van Aperen, Hugo Van Dienderen, Karel Van Hoorebeke en Michel Wauthier betreffende de verkeersveiligheid van motorrijders (1753/1 en 2)	10968
bespreking	10968
geen amendementen	10968
—	
BIJLAGE	10969
INTERNE BESLUITEN	10969
INTERPELLATIEVERZOEKEN	10969
INGEKOMEN	10969

SÉANCE PLÉNIÈRE
MARDI 9 FÉVRIER 1999

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE de
M. Lenssens

La séance est ouverte à 14.05 heures.

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 9 FEBRUARI 1999

NAMIDDAG

VOORZITTER :
De heer Lenssens

De vergadering wordt geopend om 14.05 uur.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering :

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance :

Poncelet.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Er zijn berichten van verhinderung ingekomen van de leden :

Les membres suivants sont excusés :

Bastien, Van Aperen, Wailliez, wegens ziekte / pour raison de santé ;

Di Rupo, buitenslands / à l'étranger.

Communications
Mededelingen

Le **président** : Des décisions internes doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des Annales de cette séance.

Interne besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

**Débat sur le rôle
des forces armées (continuation)**
**Debat betreffende de rol
van de krijgsmacht (voortzetting)**

Le **président** : L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion du rapport *sur le rôle des forces armées (1955/1 à 3)*.

Aan de orde is de hervatting van de besprekking van hetverslag over de rol van de krijgsmacht (1955/1 tot 3).

La parole est à M. Pierre Beaufays.

M. Pierre Beaufays (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, le débat que nous avons eu est important pour l'avenir de nos forces armées, donc pour le concept de défense de notre pays, attribut essentiel de sa souveraineté.

La paix est un thème fondamental du débat politique.

Aujourd'hui, la menace est plus diffuse, mais bien réelle. Le chef d'état-major général et vice-amiral Herteleer nous avait entretenu de ce problème lors de l'une des premières auditions. Le nombre de conflits régionaux et internes a augmenté, les conflits à l'intérieur des Etats devenant aussi le plus grand danger pour la sécurité et la paix en Europe. Notre armée doit donc rester pluridisciplinaire et adaptable face à des conflits virtuels de déstabilisation, tout en revoyant le catalogue des menaces réalistes puisque le spectre d'un conflit européen est rejeté et que la zone de stabilité est étendue vers l'Est.

En ce qui concerne les missions de l'armée belge, beaucoup de débats sont à présent placés dans le contexte de la mondialisation. Il en est particulièrement ainsi dans le domaine de la sécurité et de la défense. Notre crédibilité ne peut dès lors être assurée que dans le contexte d'une alliance et nos missions sont à prévoir dans ce cadre. La Belgique s'est engagée dans le nouveau concept stratégique de l'OTAN. Ce dernier devra être reprécisé et revu en avril. Je reviendrai sur ce point ultérieurement. La sécurité

collective est de plus en plus une question traitée par l'OTAN. L'outil d'exécution de la facette militaire de cette politique pourrait être le concept GFIM. Il est donc essentiel pour la Belgique d'adhérer à des alliances comme l'OTAN et l'UEO. La collectivisation de la sécurité et de la défense prend une place de plus en plus large dans la période post-guerre froide. L'avenir pour notre "sécurité et défense" c'est bien sûr aussi la construction européenne. Puisque l'Europe a la prétention justifiée d'être, après l'avènement de l'euro, une puissance financière mais aussi économique au niveau mondial, elle doit en assurer sa part de responsabilité en matière de sécurité sans devoir dépendre continuellement de la tutelle de son premier concurrent financier et économique : les Etats-Unis. L'Europe dispose, en théorie, d'un outil militaire propre, l'UEO, mais fait semblant de ne pas le savoir. Elle doit pourtant jouer pleinement son rôle dans la préservation de la paix dont on ne mesure plus aujourd'hui suffisamment la valeur. Toutefois, les institutions internationales (OTAN, UEO, cette dernière étant destinée à devenir le bras armé de l'Union européenne) n'ont pas d'autre volonté politique que celle de leurs membres et le niveau d'intégration des forces ne se situe pas au-dessus du niveau de la volonté nationale. Comme le disait le ministre de la Défense, dans sa note de politique générale, le problème n'est pas tant le manque de volonté politique que l'expression divergente de celle-ci. L'Europe manque d'une vision et d'une analyse commune des situations et des développements ayant trait à sa sécurité.

Dès lors, il importe de résister à une double tentation.

D'une part, et suivant une expression bien connue, devenir un "passager clandestin" de l'OTAN, en étant seulement un pays consommateur de sécurité. Notre engagement dans l'OTAN implique aussi bien des droits que des devoirs. Soyons capables de les assumer l'un et l'autre.

D'autre part, ne pas trop rapidement désinvestir au niveau national dans une perspective européenne, sachant qu'en matière de PESC, Amsterdam fut plutôt un échec, que l'UEO produit surtout des rapports et que, dès lors, la politique européenne de défense commune n'est pas pour demain et que la défense commune n'est pas encore pour après-demain.

Mais, à terme, l'objectif de défense européenne demeure et notre pays, avec ses particularités linguistiques et culturelles, est bien placé pour mener cette croisade. Il faut privilégier une politique de modularité et de complémentarité avec nos voisins qui nous permette à la fois de remplir notre part de missions article V et de nous inscrire dans les missions de maintien de la paix suivant l'esprit de la note du gouvernement à cet égard. Nous préparerions ainsi l'avenir européen.

"Petersberg" a placé nos forces armées en face de nouveaux défis. Nous pensons que, pour relever ces défis, nous devons partir de la cohésion que requiert notre adhésion aux alliances fondées sur la défense mutuelle, ne pas sacrifier cet engagement de défense mutuelle, mais s'ancre sur lui. Limiter notre solidarité aux opérations de faible intensité serait témoigner d'un manque de vision. La planification en commun, le partage des ressources et des secrets sont fondés sur la conviction de pouvoir compter sur le soutien mutuel pour les tâches essentielles.

La participation des forces armées belges à des opérations de maintien de la paix à l'étranger comme définie dans la note de politique générale du gouvernement doit être claire et précise : nécessité d'une solidarité internationale exprimée, crédibilité de l'opération et des partenaires, contexte régional, nature des relations entre la Belgique et les pays où se déroule l'opération, répartition par Etat membre de la responsabilité, des risques et des charges financières.

En ce qui concerne les opérations humanitaires et l'aide au développement, la Défense nationale, à la demande du département des Affaires étrangères, de la Coopération au

développement, d'organisations internationales, doit pouvoir contribuer à "sécuriser" des opérations humanitaires mais n'a pas pour mission de les exécuter.

Qu'il s'agisse, particulièrement en Afrique, d'opérations de construction de la paix, d'assistance à l'exécution d'accords de paix, de l'élimination des séquelles de conflits, le personnel militaire qui se rend sur le terrain doit s'acquitter de sa mission dans le respect des populations locales, en dépit de conditions d'actions qui laissent souvent à désirer.

L'aide de la Belgique aux pays du sud peut relever de la formation dans le cadre de la mise sur pied d'une force de paix africaine, d'une forme de coopération technico-militaire suivant les principes de la note de politique générale du gouvernement, mais une européanisation de la coopération militaire paraît à terme la meilleure voie à suivre. J'ai plaidé notamment pour cette idée dans divers cercles internationaux et dans certains colloques UEO en particulier. Nous vivons dans un monde d'interdépendance qui demande des solutions globales dont le FMI, l'OMS, l'OSCE, la future cour pénale internationale sont des manifestations. Nous assistons également à une reconnaissance de plus en plus affirmée de l'individu par rapport à l'Etat, notamment à travers les droits de l'homme. La pratique devient de plus en plus interventionniste par la mise en oeuvre de sanctions individuelles en cas de violation des droits humains. Le principe d'assistance à personne en danger devrait-il s'arrêter aux frontières nationales ? Mais il faut trouver un juste équilibre entre la prudence et l'audace. Prudence, car il est déjà arrivé que, sous un prétexte humanitaire, un Etat intervienne dans un pays étranger pour servir ses propres intérêts. Audace, car nous avons un devoir moral d'intervention : les droits humains doivent être affirmés au-delà du principe de non-ingérence. "L'europeanisation partielle de la coopération militaire avec l'Afrique pourrait lever en grande partie les ambiguïtés des coopérations bilatérales" (propos tenus par M. Dumoulin lors de son audition) et nous permettrait de faire preuve de l'audace suffisante pour la mise en oeuvre d'un droit d'humanité. Nous sommes encore loin d'un processus effectif d'europeanisation, mais nous devons porter notre effort dans cette direction.

Enfin, en matière d'aide à la nation, nous estimons que les services civils actuels doivent être maintenus en fonction notamment de leur disponibilité, de leur degré de préparation, mais

que la contribution des forces armées peut s'avérer substantielle, à l'occasion, et doit être aussi optimisée.

Venons-en aux moyens et tout d'abord au budget. Une comparaison avec nos partenaires de l'OTAN montre que nous avons atteint un niveau minimum puisqu'avec 1,6% de notre PIB consacré en 1997 aux dépenses de défense, nous sommes en dessous de la moyenne OTAN/Europe et que seuls le Luxembourg et l'Espagne font moins bien. Toutefois, ce niveau est comparable à des pays comme le Danemark et l'Allemagne et légèrement inférieur aux Pays-Bas (1,9%).

Dès lors, je considère qu'il est important de travailler à un rééquilibrage de ce budget entre ses composantes. Faut-il rappeler une fois encore que la grande et malheureuse caractéristique du budget de la Défense nationale reste un rapport déséquilibré entre les dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement ? Nous sommes loin du rapport, souvent présenté comme idéal : 50% -25% - 25%. Le phénomène n'est pas nouveau.

Il suffit à cet égard de jeter un coup d'œil aux chiffres pour la période 1975-1979. Mais plus grave, la tendance s'est aggravée - au bénéfice des dépenses de personnel et au détriment grave des dépenses d'équipement - depuis le début des années 90. Je suis pourtant conscient que le problème est complexe et ne peut se résoudre dans une période temps courte.

Le rapport recommande que des efforts budgétaires soient accomplis. Le budget 1999 a déjà anticipé cette recommandation en augmentant légèrement le budget défense. Toutefois, cet effort doit être maintenu et autant que possible amplifié, cela en particulier pour les dépenses d'équipement et de recherche-développement, et ce notamment pour répondre aux souhaits de l'OTAN.

Pourquoi en particulier les budgets "équipement" et "recherche-développement" ? Parce que l'équipement de nos forces armées - ainsi que leur entraînement - est le meilleur garant de la sécurité de nos troupes en opérations. En outre, pour maintenir avec nos partenaires européens un niveau technologique suffisant par rapport aux Etats-Unis, garant d'une indispensable inter-opérabilité des forces lors d'opérations. En effet, alors que la part du Pentagone dans le budget fédéral est passé de 22,5% en 1980 à 16,2% en 1996, le montant des dépenses de recherche-développement est resté à peu près constant en dollars pour atteindre, en 1998, un montant de

Pierre Beaufays

37,2 milliards de dollars, soit, pour information, le budget "défense" total d'un pays européen comme la France. Vu la diminution générale des budgets européens - et ce y compris en matière de recherche-développement -, un véritable "gap" technologique est en train de se créer. Le fossé technologique, tant au point de vue civil que militaire, concerne essentiellement l'électronique et les technologies de l'information. Une récente étude Mac Kinsey estimait le déficit de compétitivité de l'Europe à environ 20%. Cette étude notait aussi que la compétitivité des entreprises civiles était supérieure d'environ 20% à celle des entreprises de défense. Le taux de productivité des industries civiles s'accroît de 11% par an, mais seulement de 5% l'an dans le secteur militaire. Une des principales conséquences de ce déficit sera le problème d'une déficience croissante dans l'interopérabilité entre troupes américaines et européennes membres de l'OTAN. Celles-ci risquent en outre de se voir limitées à des opérations au sol, avec un plus haut risque de pertes...

Dans le même ordre d'idées, c'est toute l'industrie de défense européenne qui est liée à ce déficit en termes d'équipement et de recherche-développement. Tout le secteur, au niveau mondial, connaît une transformation extrêmement rapide sous forme de fusions. Deux stratégies fondamentalement opposées s'affrontent quant à ces regroupements. La première, anglo-saxonne, veut renforcer les restructurations transatlantiques, c'est-à-dire avec les USA. La récente fusion entre British Aerospace et la division défense du géant américain General Electric Company va dans ce sens. Cette stratégie repose sur la logique OTAN et le fait d'un présumé grand marché transatlantique à ce niveau. Malheureusement, outre le fait qu'elle sous-entend une maîtrise américaine sur l'industrie européenne de défense - alors que l'OTAN essaie de développer une identité européenne de défense -, elle néglige la réalité qui fait du marché américain de la défense une véritable forteresse, le plus souvent hermétique aux industriels européens. La deuxième stratégie soutenue par presque tous les pays européens et en particulier les grands, y compris le gouvernement Blair, mise sur la création d'une véritable industrie européenne de défense, dans laquelle la Belgique - et ses industriels - doit être présente : la logique OCCAR.

Au-delà de ces profondes mutations de l'industrie de défense, une autre révolution - déjà en marche aux

Etats-Unis - concerne la politique d'achat des départements de défense. De plus en plus souvent, les achats de défense font appel à des composantes civiles et ce en particulier pour les produits de hautes technologies. Ainsi, les logiciels de traitement de l'image à usage militaire sont directement hérités des logiciels utilisés dans l'automobile, avec comme conséquence, des coûts de deux à trois fois inférieurs et surtout des délais de livraison raccourcis, puisque le produit existe déjà et doit être simplement adapté à l'usage militaire si nécessaire. Dans cette logique, le Pentagone a depuis un an commencé à adapter sa mentalité traditionnelle d'achat, le "just in case" - prévoir toutes les éventualités possibles - par celui, inspiré par les méthodes du privé, du "just in time" - juste à temps. Vu l'évolution galopante des technologies de l'information, le défi est capital...

En ce qui concerne le personnel, le plan Delcroix plafonnant le nombre de militaires résultait essentiellement de la volonté de notre pays de conserver notre division mécanisée composée des trois brigades d'infanterie blindées.

Dans ce cadre, si l'on compare les chiffres OTAN de personnels civil et militaire en pourcentage de la population active, la Belgique, avec un taux de 1,1%, se retrouve aujourd'hui à un niveau légèrement inférieur mais comparable à celui de trois de nos voisins : l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, qui se situent à 1,2%.

Dès lors, au-delà du nombre total de militaires, je préfère mettre l'accent sur l'opérationnalité de nos troupes car cela correspond plus réellement aux missions que l'on veut leur attribuer. Il est capital, en effet, de rechercher une plus grande souplesse opérationnelle de nos unités - ce qui implique disponibilité, souplesse, capacité de réaction - pour les adapter aux nouvelles missions, notamment de paix. Ces missions extérieures impliqueront, comme nous l'avons constaté en ex-Yougoslavie, des unités autres que les unités traditionnelles parap. comme les brigades d'infanterie blindées.

La disproportion de notre budget en faveur du personnel n'est pas un fait nouveau mais une constante. Mais ce qui est plus grave, c'est que nonobstant l'actuelle législature où le problème a enfin été réellement pris au sérieux, aucun effort digne de ce nom n'a été fait depuis les années '70. Alors que des pays comme le Canada et, dans une moindre mesure, les Pays-Bas sont

passés, en vingt ans, de 60 à 50% de dépenses en personnel, notre pays, à l'image d'autres comme l'Italie et le Portugal, est passé de ces mêmes 60% à près de 70%.

Il a fallu des années d'efforts pour faire disparaître le surnombre global en personnel de défense nationale, tout en laissant encore un important surnombre dans la catégorie des sous-officiers. Dès lors, la pyramide des âges s'est dégradée, par une limitation des recrutements, et des mesures de dégagement ont heureusement été prises. Ces mesures - option de temps partiel, mise en disponibilité, anticipation de retraite - ont connu un succès certain. Toutefois, elles doivent être maintenues, en particulier pour les sous-officiers, voire même amplifiées car je persiste à douter de la possibilité d'un véritable rééquilibrage rapide du budget de la Défense sur base des chiffres actuels du personnel.

Judicieusement, M. Dumoulin, dans son audition, posait le problème des quatre R : difficultés de recruter et de retenir, problème de la retraite précoce et de la reconversion. Ce problème s'ajoute bien sûr à celui du recrutement de jeunes militaires "court terme" parallèlement au départ volontaire du personnel excédentaire de la tranche 35-45 ans, tout en s'acquittant de nouvelles missions avec des équipements adéquats et dans le cadre d'un budget verrouillé.

Le statut du personnel doit être revu et modernisé. Il y a lieu prioritairement d'améliorer l'attrait du statut court terme, notamment par des efforts dans le domaine du reclassement. Des initiatives ont déjà été prises à cet effet. On recruterait également des spécialistes au sein des forces armées si on leur offre un statut clair et des conditions matérielles suffisamment attrayantes. Et il faut redonner aux militaires une certaine considération dans le public. Je pense que nos travaux actuels peuvent y contribuer.

Le niveau de formation des militaires doit être amélioré. Les militaires doivent, bien sûr, être formés pour leurs missions de guerre, mais si on les envoie à l'étranger pour des missions humanitaires ou de "peace keeping", il est indiqué d'adapter leur entraînement pour qu'ils soient aussi capables d'exécuter correctement ce type de missions. Il ne faudrait toutefois pas en arriver à former deux types différents de militaires : ceux qui sont formés de manière traditionnelle pour les missions

de guerre et d'autres qui seraient des soldats de la paix. Tous les militaires devraient, chacun dans leur spécificité, être capables d'exécuter tous les types de missions.

Les opérations parfois difficiles que nos forces armées ont dû mener ces dernières années ont montré qu'un support psychologique était parfois bien nécessaire. Si l'institution militaire pouvait apporter, le plus souvent, le soutien nécessaire à ses membres, le support aux familles n'était pas toujours suffisant. Le service social de l'armée ne pouvait faire face de manière adéquate à des situations exceptionnelles.

Outre certaines chaînes de solidarité basées sur le bénévolat, la Défense nationale doit pouvoir disposer d'organismes institutionnalisés et professionnels pour ce support aux familles. La motivation et le moral des militaires en opération dépendent aussi en grande partie du moral à la maison.

Enfin, en ce qui concerne le personnel civil, on peut constater son petit nombre en comparaison avec la situation dans d'autres pays de l'alliance. Il serait bon d'augmenter le nombre de civils dans les postes élevés de la Défense. On y voit divers avantages, dans le domaine administratif, dans le domaine politico-militaire ou en raison d'une plus grande stabilité dans leur fonction.

En ce qui concerne les structures, la fin de la guerre froide ne signifiant pas la fin de toute menace pour notre sécurité et le cadre européen ne se dessinant pas clairement faute d'une vraie volonté d'Europe politique, il nous paraît indispensable de maintenir les quatre forces, car les menaces et les possibilités d'intervention se situent également dans les trois éléments (terre, mer, air) et ce, avec le soutien du service médical. En étant, de plus, en mesure de participer à des opérations communes, même avec des moyens modestes, nous pouvons participer aussi aux décisions.

Toutefois, si l'on convient sans problème qu'il faut maintenir les quatre forces, la structure interne des forces armées doit être réétudiée. On est, en effet, d'accord sur les changements radicaux intervenus depuis dix ans dans la situation internationale, mais on a conservé grossièrement les mêmes structures des forces armées. Serait-ce par peur de changements fondamentaux qu'une véritable étude des structures n'a jamais été effectuée, sachant que la professionnalisation elle-même fut largement improvisée ?

Le rapport insiste sur la collaboration et la synergie entre partenaires européens. Plutôt que des accords de spécialisation, nous préférons des accords de complémentarité que nous devons rechercher avec nos partenaires. Cette complémentarité implique non seulement des organisations semblables mais également une standardisation et pour le moins une inter-opérabilité aussi poussée que possible.

Nous ne pensons pas, par ailleurs, qu'il faille poser l'alternative "structures de bonne volonté" en Europe ou "structures créées par le haut". Il faut continuer dans les deux voies en même temps.

Une véritable politique interforce regroupant tâches et services communs doit être développée. L'Interforce ne doit pas être une cinquième force à elle seule; elle doit permettre de rationaliser en mettant en commun - là où en vertu du principe de subsidiarité cela se justifie en termes d'efficacité - certains services, notamment au niveau administratif et d'équipement.

Une réforme des états-majors basée sur une analyse interne et externe précise doit être mise en chantier et aboutir à une vision unique et globale des forces armées. Trop longtemps, les quatre forces se sont comportées en toute indépendance, voire en rivale l'une de l'autre, en oubliant que les forces armées doivent d'abord former un tout. "Bref", pour reprendre une nouvelle fois M. Dumoulin, "aboutir à ce que chaque force pense globalement la mission, et non l'arme". Vaste programme, qui devrait tendre à ne plus penser le budget de manière sectorielle, en termes de forces et de comparaison interforce, mais globalement, comme budget de la Défense nationale."

Cette redéfinition des structures des forces armées doit aboutir à un schéma simple limitant les coûts administratifs au profit de l'aspect opérationnel et de permettre une intégration au niveau européen et international, ainsi qu'une réponse rapide aux crises éventuelles.

En ce qui concerne le concept stratégique de l'OTAN, le prochain congrès de l'OTAN à Washington en avril sera l'occasion, pour les pays de l'Alliance, de redéfinir ce concept stratégique. Les discussions actuelles entre alliés tournent autour des points suivants :

- le nouveau concept stratégique (fonctions-clés de l'Alliance, stratégie nucléaire, question du mandat de l'ONU,...);
- l'identité européenne de défense;

- la vision opérationnelle commune pour définir les capacités militaires nécessaires à l'accomplissement des missions de l'Alliance;
- la question des menaces à prendre en compte;
- et tout ce qui touche aux relations avec les pays de l'Est européen.

Vu le nouveau contexte européen en matière de défense et l'émergence de nouvelles crises aux confins de l'Europe, il est important - on dit souvent que les Affaires étrangères n'ont pas la partie qui leur revient dans les débats publics et surtout en amont des décisions - que la Chambre puisse, avec les ministres concernés, avoir un débat conséquent à ce sujet avant avril.

Le dernier point concerne le lien armée-nation. L'Etat a assumé de plus en plus solitairement l'exercice de la Défense. Les liens organiques et institutionnels entre l'armée et la société se sont distendus. La critique, la méfiance se sont installées. On n'a plus demandé à la population de s'engager pour sa défense, mais on a seulement suscité son adhésion à une politique de défense. A l'horizon d'une citoyenneté européenne qu'il nous reste à construire, on doit s'interroger sur la nature et les formes du lien social en matière de défense.

Tout d'abord, le meilleur moyen de donner au public une bonne image des forces armées, c'est d'avoir des troupes opérationnelles se distinguant par la qualité de leurs actions. On peut largement se féliciter de la qualité des opérations des forces armées belges là où elles ont opéré depuis une dizaine d'années. Si la Défense nationale a été placée plusieurs fois sous les feux de l'actualité ces derniers temps pour des affaires qui ont nui à son image, on ne peut certes condamner toute une institution pour le comportement de quelques uns de ses membres et on ne peut pas faire porter aux militaires la responsabilité d'une décision de justice. Il est vrai que les forces armées ont parfois été maladroites dans leur politique d'information vis-à-vis des médias et il faut poursuivre sur la voie de l'amélioration des contacts avec la presse.

Il est judicieux de tenter d'impliquer les jeunes dans des activités militaires sur une base volontaire. Les conditions pour organiser les stages des jeunes de façon optimale doivent être créées. Les contacts entre les jeunes et l'armée doivent être organisés d'une manière professionnelle, attractive et motivante. Les moyens dans le budget et le personnel d'active doivent être prévus

Lode Vanoost

blijk geven van gemeenschapszin. integendeel zelfs. Ik meen echter dat dit slechts één van de vele vormen van gemengenschapszin vertegenwoordigt. Ik heb er steeds problemen mee als men het voorstelt alsof andere sectoren van de maatschappij dan het leger niet even goed zorgen voor welvaart in de zin van onderling welzijn.

Mijnheer de minister, in dat verband heb ik een concrete vraag die u niet onmiddellijk hoeft te beantwoorden. Ik zou in de komende dagen graag vernemen hoe u zult reageren op de weigering van de Vlaamse Jeugdraad om deel te nemen aan het overleg met het leger. Uiteraard steunen wij deze weigering volkomen. Ik meen dat dit voor u een fundamenteel probleem vormt.

Collega's, de groenen zien politiek bedrijven niet als de kunst van het haalbare maar wel als het nastreven van het ideale. De maatschappij kan alleen bloemen als een dergelijk streven bestaat. Een maatschappij die zich beperkt tot het beheren van het bestaande gaat achteruit.

De voorzitter : De heer Rony Cuyt heeft het woord.

De heer **Rony Cuyt** (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik heb hier wel enkele vragen bij. Mijnheer Vanoost, ik heb uw partij de laatste paar weken geregeld horen zeggen dat zij klaar is om in de regering te stappen. Ik denk dat u dan uw maagdelijkheid op dat vlak zult verliezen.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Eerst en vooral zou ik het feit dat ik nog maagdelijk zou zijn in twijfel moeten trekken. Bovendien heeft u niet alles gezegd. Wij zijn bereid om verantwoordelijkheid te nemen. Aangezien ik echter met beide voeten stevig op de grond sta, beseft ik dat het nog zeer de vraag is of wij de gelegenheid daartoe krijgen. Indien wij echter gevraagd worden om deel te nemen aan de regeringsonderhandelingen, dan zullen wij - in het besef dat een coalitieprogramma geven en nemen vereist - mee onderhandelen.

De heer **Poncelet**, vice-eerste minister en minister van Landsverdediging, belast met Energie : Als we zien wat er in Duitsland gebeurt, dan loopt deze regering geen gevaar !

De voorzitter : De heer Jan Van Erps heeft het woord.

De heer **Jan Van Erps** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik denk dat de heer Vanoost gerust mag zijn. De heer

Cuyt is het levende bewijs van het feit dat men ook in de coalitie zijn maagdelijkheid kan bewaren.

De voorzitter : Ik verzoek u de heer Vanoost zijn uiteenzetting te laten voortzetten.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Collega's, dit alles betekent uiteraard niet dat wij ons hoofd in het zand steken en de realiteit negeren. Tegen een Hitler moet men inderdaad vechten.

De heer **Jean-Pol Henry** (PS) : Ik heb veel respect voor het gevecht tegen het nationalisme.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Geen enkel systeem van conflictpreventie zal erin slagen alle conflicten uit de wereld te helpen. Een militair apparaat met nauwkeurig omschreven taken zal dan ook blijven bestaan.

Dit leger zal echter veel kleiner zijn dan de huidige uitrusting. Drie onverdachte bronnen staven mijn stelling dat onze legers veel te groot zijn. De gewezen militaire adviseur van Ronald Reagan, Lawrence Korb, werkt nu bij het conservatieve *Brookings Institution*. Volgens hem zou het Amerikaanse leger met een derde van het huidige budget nog steeds onovertroffen de grootste militaire wereldmacht zijn. In *The Bulletin of Atomic Scientists* - niet bepaald het meest progressieve tijdschrift - wordt ook vermeld dat de meeste legers even goed zouden functioneren met een derde van hun budget. De derde bron is het *Center for Defense Information*, een groep gepensioneerde Amerikaanse generals en admirals die van mening zijn dat de helft van het budget zou volstaan om van een volwaardig leger te spreken. De grootte van de meeste Westerse legers werd tijdens de Koude Oorlog kunstmatig opgedreven. Dat kan dus worden verminderd.

De huidige nationale legers zijn ook voorbijgestreefd. Er is meer nood aan een centrale Europese structuur. Multinationale eenheden krijgen dan internationale vredesopdrachten waarvoor ze specifiek zijn opgeleid. De afzonderlijke machten, zeker in een land als België, vormen loodzware structuren die totaal overbodig zijn en vooral gericht op het in de wacht slepen van de vete contracten.

De NAVO blijft voor ons fundamenteel onaanvaardbaar.

M. Jean-Pol Henry (PS) : C'est comme les socialistes espagnols ! Et maintenant il faut le secrétaire de l'OTAN.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Ik ben zoals de Belgische socialisten zoveel jaar geleden.

De kernarsenal in Duitsland, Griekenland, Nederland, Italië en België worden niet door Europa maar door Noord-Amerika gecontroleerd. In *Humo* van deze week wordt de heer Hollants van Loocke geïnterviewd. Deze gewezen diplomaat zegt dat het vernderend is dat landen als België blijven buigen voor de wil van de Verenigde Staten. Bovendien heeft het Internationaal Gerechtshof in Den Haag in 1996 bepaald dat het dreigen met en het eventueel inzetten van kernwapens beschouwd moet worden als de voorbereiding van oorlogsmisdaden.

De Atlantische onderdanigheid is ook in België diep geworteld. De Verenigde Staten zijn militair en economisch leider op wereldvlak, maar zeker geen moreel leider. Het *Amnesty International*-rapport van oktober 1998 maakt gewag van de erbarmelijke situatie op het vlak van de mensenrechten in de Verenigde Staten van Amerika. Men kan zeggen dat het een eigen Columbië binnen de staatsgrenzen heeft. Verschrikkelijk.

Zelfs ik was verbaasd over de inhoud van dit rapport. De Koude Oorlog is voorbij. Wanneer gaan wij onze belangrijkste economische en militaire partner, de VS, wijzen op zijn eigen tekortkomingen op dit gebied. Het zou onze internationale geloofwaardigheid op dit gebied aanzienlijk verhogen.

Het is in een parlementaire democratische onontbeerlijk dat de volksvertegenwoordiging voortdurend op de hoogte wordt gehouden van het defensiebeleid. Daarom moet er een parlementaire controle komen op de ontwikkeling van de strijdkrachten. Net als in andere landen moet een procedure worden opgesteld die de expliciete toestemming van het parlement voor grootschalige operaties vereist. Het kan niet meer dat het parlement via de media wordt ingelicht over het inzetten van onze strijdkrachten in het buitenland.

Wat werd aangekondigd als een maatschappelijk debat ten gronde, is verworden tot een klassiek pleidooi voor de verhoging van het defensiebudget. De groenen pleiten voor een veiligheids- en defensiebeleid dat conflictpreventie als voornaamste pijler heeft. Het nastreven van een rechtvaardige, sociale, economische en ecologische wereldorde is daartoe de enige garantie.

De voorzitter : De heer Alfons Borginon heeft het woord.

De heer **Alfons Borginon** (VU) : Mijnheer de voorzitter, het nationaal debat over de toekomst van het leger heeft bij mij van in het begin heel wat vragen opgcroepen. Die zijn tijdens de debatten zeker niet afgenoemt. Mijn vragen gaan niet zozeer over de inhoud van het debat, maar wel over de reden waarom er überhaupt een debat wordt gevoerd. Waarom werden op initiatief van de rooms-rode meerderheid hoorzittingen gehouden en discussies over de rol van het leger gevoerd ? Waarom heeft minister Poncelet mee het initiatief genomen ? Dit is de kernvraag, die veel belangrijker is dan de concrete suggesties die in de aanbevelingen naar voren worden geschoven. Het antwoord op die vraag is eenvoudig. Binnen het leger en het kabinet van Landsverdediging bestaat een sterke stroming die gewoonweg meer geld wil. Alle argumenten zijn goed om dit doel te bereiken. Daarom heeft de VU-fractie zich na verloop van tijd enigszins uit het debat teruggetrokken. Ik heb geen zin om tijd te verliezen aan een politiek manœuvre van de minister van Landsverdediging om een verhoging van zijn budget los te weken.

Wie eraan twijfelt dat de verhoging van het budget de enige grote drijfveer achter dit debat is, raad ik aan de eindconclusies te lezen. Er wordt slechts één doelstelling echt hard gemaakt. Ik citeer : "Het doel is om op termijn de vergelijking te kunnen doorstaan met Noord-Atlantische partners zoals Denemarken, Noorwegen en Nederland". Ik heb vanmorgen al gezegd over welke cijfers we in dat geval moeten spreken. We hebben het over stijgingen met 63, 111 of 183 miljard. Het argument dat die landen hun budget eventueel kunnen verminderen en dat het slechts om een doelstelling op termijn gaat kan natuurlijk worden ingeroepen ! Dit is te hopen, maar het is geen doelstelling op een termijn van dertig jaar, maar op een middellange termijn. Ik heb de discussie van vanochtend dan ook helemaal niet begrepen. De meerderheid is blijkbaar verdeeld over hoe het verslag moet worden geïnterpreteerd. Nogtans hebben de meerderheidspartijen dit verslag in de commissie goedgekeurd en willen ze de aanbevelingen in plenaire vergadering goedkeuren. De CVP en de PS zijn blijkbaar bereid een stap te zetten. Ik heb begrepen dat de SP nu beseft dat ze eigenlijk een beetje gerold is door haar coalitiepartner. Ze trekt zich op aan de intellectuele vrijheid om op deze tribune te vertellen wat ze wilt. Wat echt van belang is, is haar stemgedrag en de

tekst van dit verslag. In dit rapport staat letterlijk vermeld dat het budget voor Landsverdediging op termijn moet worden verdubbeld.

Sta me toe deze basisstelling onzinnig te vinden. (*Onderbreking door de heer Jean-Pol Henry*)

Ik baseer me op cijfers uit het rapport zelf.

De heer **Jean-Pol Henry** (PS) : Mijnheer de voorzitter, de heer Borginon draait de zaken om indien deze zijn redenering niet dienen. Men moet echter de volledige tekst lezen. Tous les gens de l'extérieur que nous avons entendus ne compotent ils donc pas pour vous ?

De heer **Alfons Borginon** (VU) : Ik zeg niet dat dit niet van tel is. Ik heb actief aan heel wat van die hoorzittingen geparticipeerd.

De heer **Jean-Pol Henry** (PS) : Het is niet ernstig te zeggen dat wij als doel hadden de begroting te verhogen.

De heer **Alfons Borginon** (VU) : Mijnheer de voorzitter, ik stel vast dat dit de fundamentele uitkomst van dit debat is. Het is ook hierover dat het debat wordt gevoerd. U kunt er spijt van hebben, mijnheer Henry, dat het zo gelopen is. Wellicht is het moeilijk dit aan uw kiezers te verkopen. Ik wil dat best geloven. In dit rapport pleit u echter duidelijk voor een substantiële verhoging van de begroting van Landsverdediging. Waarom gebruikt u anders de tabel met de cijfers van Denemarken, Noorwegen en Nederland ? Mijn berekening is louter gebaseerd op een tabel die in dit verslag staat, vlak naast de zin over de uiteindelijke doelstelling. Ik begrijp niet dat u nu blijkbaar niet langer akkoord gaat met de tekst die u zelf in dit verslag hebt geschreven. Indien u werkelijk meent wat u zegt, dien dan nu een amendement in om deze tabel te schrappen, evenals de zinsnede omtrent het gelijkstellen van het budget met dat van Nederland, Noorwegen en Denemarken. Dat durft u blijkbaar ook niet. U weet dat het uiteindelijke akkoord wel degelijk een forse verhoging inhoudt. Dit wensen wij niet.

Wij willen niet in de plaats van de SP staan, die zal moeten uitleggen aan haar kiezers waar dat geld moet vandaan komen. Moet het misschien van het budget voor de sociale zekerheid worden overgeheveld ? We willen niet in de plaats van de VLD staan, die haar kiezers zal moeten vertellen dat dit in de plaats komt van de lastenverlaging, van de 200 miljard frank waarover de heer

Verhofstadt het heeft. We willen ook niet aan de mensen zeggen dat we de openbare schuld tot een min of meer redelijk niveau hebben teruggebracht, maar dat we de belastingen even hoog zullen houden en de openbare dienstverlening even laag, omdat we dringend bij prioriteit het budget van Landsverdediging moeten optrekken.

Ik twijfel niet aan de goede bedoelingen van de individuele commissarissen in de commissie voor de Landsverdediging die aan de discussie hebben deelgenomen. Ik vrees evenwel dat dit document - en ditmaal terecht - reeds volgende week in het horizontale klassament van hun partijvoorzitters zal belanden. De enige die er nog af en toe naar zal verwijzen zal de minister van Landsverdediging - of zijn opvolger - zijn, die het tijdens zijn jaarlijks robbertje vechten met de Herman Van Rompuy van dat moment zal bovenhalen om een verhoging van zijn budget te bereiken. Tot daar mijn beoordeling van de algemene zin en onzin van dit debat.

Ik wil ook van de gelegenheid gebruikmaken om vanop deze tribune een aantal klemtonen van mijn fractie aan te zien van het leger te formuleren. Ik heb deze overigens in een andere vorm reeds toegelicht bij de besprekings van het budget van Landsverdediging of bij de discussie rond de goedkeuring van Europese verdragen. Het zou ideaal zijn, moest het Belgische operetteleger ophouden met bestaan, niet om ons vanuit een fundamentalistisch pacifisme zonder enige verdediging achter te laten, maar wel om de structuren zo te organiseren dat een efficiënte en democratische legitime defensie mogelijk wordt. Eigenlijk zou defensie net als de grote buitenlandse politiek een zuiver Europese opdracht moeten zijn, zodat de Europese Unie over de nodige elementen zou beschikken om een efficiënt buitenlands beleid te voeren.

Wat ons betreft, kan dit algemene streven natuurlijk niet betekenen dat Europa de rol van de Verenigde Staten van Amerika in de wereldpolitiek zou moeten overnemen. Integendeel. Wij vinden dat die Europese defensie moet ingebied worden in een Pan-Europees vredesstreven, bijvoorbeeld binnen de OVSE. Wij vinden dat enige isolatistische reflexen bij een dergelijke Europese defensie aangewezen zijn. Europa heeft op militair vlak niet de roeping om overal ter wereld branden te blussen, laat staan ze aan te steken, zoals de Amerikanen dit doen.

Europa heeft een beperkte, louter defensief georiënteerde militaire opdracht : beletten dat anderen in staat

pour assurer l'accueil et les formations. Ne nous faisons pas d'illusions : tout a un prix budgétaire. Si l'on considère que les forces armées peuvent apporter quelque chose à la jeunesse et réciproquement, il faut pouvoir en payer le prix.

Contrairement à d'autres pays, la vie civile et la vie militaire sont beaucoup trop cloisonnées dans notre pays. Le passage de l'une à l'autre est très difficile, voire impossible. Ceci est dû à un manque de souplesse et de compréhension mutuelle. Il y a donc clairement un effort d'information mutuelle et d'adaptation à la législation à faire pour permettre une meilleure intégration des militaires dans la vie civile et réciproquement. En attendant, des efforts doivent d'ores et déjà être entrepris pour assurer de meilleures possibilités de reclassement des militaires dans la vie civile.

C'est donc ici qu'apparaît l'importance de la réserve, notamment en tant qu'interaction permanente entre monde civil et monde militaire. Rappelons toutefois que la réserve n'a d'abord de sens que par rapport à l'armée d'active. C'est sa raison d'être, ne l'oublions surtout pas. La professionnalisation de nos forces armées impliquait de repenser en profondeur notre réserve et notamment l'origine de son personnel. Réforme essentielle qui, elle aussi, a été évacuée lors de la restructuration de nos forces. Pourtant, ici aussi, se posait rapidement un problème de vieillissement à l'horizon 2002. Dès lors, il fallait envisager, à l'image d'autres armées qui connaissent le professionnalisme depuis très longtemps (comme le Royaume-Uni), une réserve moderne. On peut se féliciter du projet gouvernemental d'une telle réserve qui se basera surtout sur des anciens militaires d'active et sur des anciens volontaires "court terme", mais aussi, même si ce ne sera qu'en nombre limité, sur un recrutement propre et attractif qui permettra d'intégrer du personnel technique et de qualité. Ensuite - et là aussi ce sera crucial - les mentalités, notamment au sein des forces d'active, devront évoluer pour crédibiliser et valoriser les forces de réserve, ceci pouvant notamment se faire comme dans d'autres pays.

Il est capital, alors que la disparition du service militaire et la fin de la menace à l'Est ont éloigné la population de la communauté militaire, que chacune puisse faire un pas vers l'autre. Cela passe pour l'une par la prise en compte des enjeux de défense au niveau de l'Europe. La constitution d'une nouvelle réserve est à cet égard tout aussi importante pour la consolidation du lien

entre l'armée et la nation que pour nos engagements auprès de l'OTAN. Cela passe pour l'autre par une évolution vers une méthode de gestion plus proche du civil, garante d'une meilleure efficacité, mais aussi d'une meilleure compréhension du fonctionnement des forces armées par l'ensemble des citoyens.

Notre débat vient à son heure pour rappeler que l'armée ne peut être l'affaire des seuls militaires, mais celle de tous les citoyens.

De **voorzitter** : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, ik zal het standpunt van Agalev en Ecolo toelichten. Zij kunnen zich niet aansluiten bij de aanbevelingen die in deze nota werden geformuleerd als besluit van het debat in de commissie voor de Landsverdediging. Dit mag niet worden opgevat als een kritiek aan het adres van de rapporteurs, integendeel, zij hebben uitstekend werk verricht.

Op 22 oktober 1996 kondigde de minister een groot maatschappelijk debat aan over veiligheid en defensie. Wij vonden dat een goed initiatief. Defensie en Buitenlandse Zaken ontsnapten immers al te lang aan de normale democratische controle van het parlement en van de bevolking. Jammer genoeg werd dit debat herleid tot een discussie over de hernieuwde rol van het leger. Wij beweren niet dat er geen grondig debat is gevoerd. Als men de vooropgestelde contouren van dit debat aanvaardt, namelijk dat veiligheid en defensie exclusieve taken zijn van het leger, kan men spreken van een goed en grondig debat. Ons probleem is echter dat wij dit basisprincipe niet aanvaarden. Veiligheid en defensie zijn geen exclusieve taken van een militair apparaat. Daarom hebben Agalev en Ecolo een aparte nota aan dit debat laten toevoegen.

Wij zijn eerst en vooral van mening dat uit het verslag en de aanbevelingen blijkt dat de oude denkpatronen worden behouden. Er worden geen vragen gesteld bij de keuze voor een transatlantisch defensiekader. Het logische gevolg is dat de zogenaamde NAVO-verplichtingen en de uitbreiding van de NAVO geen onderwerp van fundamenteel debat uitmaken. Zij worden in de aanbevelingen van dit verslag als natuurlijke zaken beschouwd.

Tijdens de persconferentie van gisteren kwam de uiteindelijke bedoeling van heel dit debat naar voren. Dit rapport is

niet meer of niet minder dan een pleidooi voor een substantiële verhoging van het budget van het leger. De heer Van Erps heeft zijn standpunt duidelijk en correct weergegeven. Hij vindt dat dit rapport zo duidelijk is dat een volgende regering niet anders kan doen dan dit budget verhogen. Zijn coalitiepartner, de heer Cuyt, sluit zich daar met iets minder duidelijkheid bij aan.

De heer **Jan Van Erps** (CVP) : Mijnheer Vanoost, ik wens toch iets recht te zetten. Ik heb op deze tribune alleen gesproken als rapporteur. Ik heb mij strikt gehouden aan de termen van het verslag, anders had u dat moeten betwisten op dat ogenblik. Ik heb het standpunt van mijn fractie nog niet weergegeven.

De **voorzitter** : Mijnheer Van Erps, u zult straks uw standpunt en dat van uw fractie kunnen toelichten.

De heer Lode Vanoost heeft nu het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Zoveel had ik wel begrepen. Ik wens duidelijk te onderstrepen dat een verhoging van het budget voor defensie voor ons geen evidentie is.

In de aanbevelingen is er sprake van de slechte reputatie van België in NAVO-verband. De term "hekkensluiter" wordt gebruikt. Wij zouden de slechtste leerling zijn in de NAVO-klas. Dat is voor ons geen argument ten gronde. Bovendien gaat het om een verkeerd argument.

Ik verwijst daarvoor naar de cijfers opgenomen op de pagina's 450 tot 452 van onze nota. Wat de verhouding Landsverdediging tot het bruto binnelandse product betreft zit België in de middengroep en niet in de laatste groep. Ons land bevindt zich op hetzelfde niveau als Duitsland. Bovendien zijn deze gemiddelde cijfers kunstmatig hoog. Frankrijk en Groot-Brittannië moeten immers ook de kosten van hun eigen nucleair programma dragen en Griekenland en Turkije - twee NAVO-partners - leven al jaren op gespannen voet. Turkije vecht ondertussen een militair conflict uit in Koerdistan en het bezet nog altijd een deel van Cyprus, in tegenspraak met verscheidene VN-resoluties. Bijgevolg hebben deze landen sowieso een hoger defensiebudget, wat de globale cijfers de hoogte instuwt.

Ook wat de defensieuitgaven per hoofd van de bevolking betrreft is het niet juist dat België tot de laatsten van de klas

Lode Vanoost

behoort. Integendeel, ook hier zit België in de middengroep. Het probleem in België heeft eerder te maken met de wijze waarop dit budget wordt ingezet. Als het om investeringen gaat, redeneert men nog steeds zoals ten tijde van de Koude Oorlog. De aankoop van anti-tankwapens past volledig in een scenario van een oorlog met de landen van het niet meer bestaand Warschaupact. Bovendien worden militaire investeringen nog steeds gezien als een onderdeel van het industriële beleid. De modernisering van de F16-vliegtuigen is daarvan een goed voorbeeld.

De heer **Jean-Pol Henry** (PS) : U spreekt ook namens ECOLO. De werkgelegenheid is ook belangrijk. Bent u voorstander van het nakomen van onze NAVO-verplichtingen of niet ?

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Collega Henry, wat de werkgelegenheid en het verband tussen investeringen en arbeidsplaatsen betreft wil ik een onverdachte bron aanhalen, met name een studie van 1992 van het *Congressional Budget Office*, een controleorgaan van het Amerikaans Congres. Deze studie handelt over de efficiëntie van overheidsinvesteringen in het Pentagon. Volgens deze studie creëert men met een investering van 1 miljard dollar 25 000 banen. Het is dus inderdaad zo dat men met militaire investeringen jobs creëert. Het rapport gaat evenwel nog verder. Als men datzelfde bedrag investeert in openbaar vervoer creëert men 30 000 jobs. Een investering in sociale huisvesting levert 41 000 jobs op. Als men ten slotte zou investeren in gezondheidszorg, zouden 47 000 arbeidsplaatsen worden gecreëerd of het dubbele van het aantal jobs in de militaire sector.

Bovendien wordt in deze studie beweerd dat het systeem van overheids-subsidies voor militaire contractanten een *strong disincentive* is, met andere woorden een sterk ontradingseffect heeft op bedrijven om over te schakelen op civiele productie. Heel wat bedrijven gebruiken deze vorm van overheidssubsidie niet om te innoveren, maar wel om te overleven. Dat is niet bepaald een goede strategie.

De heer **Jean-Pol Henry** (PS) : U hebt toch een paar fabrieken bezocht waar de innovatie is tot stand gekomen naar aanleiding van militaire contracten.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Ik heb reeds gezegd dat ze beter hadden geïnvesteerd in andere producten.

De heer **Jean-Pol Henry** (PS) : Anders zouden ze gesloten.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Was dat geld gedurende al die jaren in andere bedrijvigheden geïnvesteerd, dan waren er vandaag andere bedrijven die veel groter zouden zijn. Deze bedrijven, bijvoorbeeld het openbaar vervoer, hebben niet dezelfde kansen gekregen.

Het hele systeem van massale investering in militaire middelen is eigenlijk uitgewerkt door de Verenigde Staten na de Tweede Wereldoorlog, toen hun oorlogseconomie in de problemen kwam, en de rest van de Westerse wereld heeft dat model grossso modo nagebootst. Officieel was dit het antwoord op de communistische dreiging, maar vandaag weten we wel beter. We weten dat de Russische beer eigenlijk nooit kluwen heeft gehad. Niet dat de Russen zo braaf waren, integendeel, we weten wat het regime voor de burgers betekende, maar Rusland beschikte gewoon niet over de middelen en ook niet over de knowhow om een echte militaire bedreiging te vormen. Het echte leidmotief achter de bewapeningswedloop na de Tweede Wereldoorlog was het economisch belang.

Aan die investeringen kleeft nog een ander absurd effect. Het ontwikkelen van een nieuw wapensysteem vraagt zeer veel tijd. Als iemand een idee heeft voor een nieuw systeem wordt het eerst uitgetekend, dan gaan men proefmodellen maken, dan maakt men prospectussen en gaat men na of er klanten voor zijn, dan gaan men het systeem verkopen en ten slotte gaat de koper het gebruiken. Ondertussen zijn 20 tot 25 jaar verlopen. Met andere woorden, wapensystemen die nu worden aangekocht, zijn eigenlijk ontworpen volgens de militaire en andere verhoudingen van 20 jaar geleden. Stafchef Herteleer zegt in zijn rapport dat zijn inschattingen over mogelijke bedreigingen van ons land niet verder gaan dan 2 of 3 jaar in de toekomst. Vanuit een zuivere militaire logica kan men de aankoop van heel wat moderne wapensystemen dus niet verklaren. Die passen alleen in een industriële logica. Een goed voorbeeld daarvan is ook de *Future Large Aircraft*, die is ontworpen om een bedreiging van de Sovjet-Unie te weerstaan. Die bedreiging bestaat nu niet meer, maar men gaat er toch mee door.

Collega's, de groenen vertrekken vanuit een ander inzicht van wat veiligheid en defensie moeten zijn. Veiligheid is geen passief begrip. Het is niet alleen het nastreven van een toestand van niet-oorlog door middel van het organiseren van militaire krachten. Het United Nations Development Program

- UNDP - stelt dat veiligheid alleen te verkrijgen is door - ik lees het lijstje - "economische veiligheid, persoonlijke veiligheid, een veilige gezondheid, een veiliggesteld leefmilieu, veilige voedselvoorziening, veilig leven in gemeenschap en veiligheid van politieke en sociale rechten". In deze visie kan er geen sprake van zijn de vrijwaring van de veiligheid in de wereld als het monopolie van een militair apparaat te beschouwen.

Collega's, u kent de geschiedenis van deze regio, die nu België heet. Ik geef even een voorbeeld van wat vandaag tamelijk absurd lijkt. Zowel Frankrijk, Groot-Brittannië als Duitsland beschikken elk afzonderlijk over de logistieke capaciteit om de Benelux zonder al te veel problemen op korte tijd te bezetten. Welnu, bij mijn weten is het Belgisch leger niet in staat van paraatheid aan de Franse of de Duitse grens. Toch ligt niemand daarvan wakker. Is dat omdat wij een sterker leger hebben dan Frankrijk en Duitsland ? Nee, integendeel. Het is omdat er in de Europese Unie een economische en sociale samenwerking is ontstaan die een einde heeft gesteld aan de oude rivaliteit.

Dit continent werd eeuwenlang verscheurd door interne oorlogen. Waarom is daaraan een einde gekomen ? Dat is te danken aan het model van civiele conflictpreventie dat Europese Unie heet. Daarmee wil ik zeker niet zeggen dat de Europese Unie in haar huidige vorm een ideale constructie is.

Met andere woorden, dit model moet gepropageerd worden. We moeten streven naar eerlijke economische verhoudingen met de rest van de wereld. Dat kan onder meer door een aanzienlijke verhoging van het budget voor ontwikkelingssamenwerking en dus steun aan de landen van de Derde Wereld. Ook een doorgedreven reconversie van de wapenindustrie en het stopzetten van de winstgevende wapenhandel met represieve regimes is daarvoor vereist. Bovendien moeten er middelen worden vrijgemaakt voor degelijk onderzoek. Men zegt steeds dat dit dagdromerij is, maar men heeft de idee van civiele en sociale verdediging in feite nooit een kans gegeven. Uiteraard levert dit niet zo veel op voor de grote bedrijven, maar het is maatschappelijk gezien wel beter.

Mijnheer de minister, vooral de jeugd beschikt in deze maatschappij over een groot potentieel om zich in te zetten voor de Derde en Vierde Wereld. Deze jonge mensen geven blijk van een groot gevoel voor gemeenschapszin. U zult mij niet horen zeggen dat mensen die in het leger carrière willen maken geen

zijn de vrede op het Europese continent in het gedrang te brengen. Het gaat om het realiseren en de instandhouding van een *Pax Europeana*. Eventueel kan dan - weliswaar met grote terughoudendheid - ook elders in de wereld verantwoordelijkheid worden opgenomen, maar dan enkel binnen een legaal VN-kader, als mede-uitvoerder van een beleid dat op internationale consensus stoeft en niet als actor in politieke machtsverhoudingen op vreemde continenten.

Om erover te waken dat een Europese defensiepolitiek werkelijk deze realistisch pacifistische optie verdedigt, moet een grote rol worden weggelegd voor de parlementaire instellingen in Europa, het Europees Parlement op kop. Enkel een totaal doorzichtig en gecontroleerd Europees leger kan voor ons door de beugel.

Daarbij willen wij blijvend aandacht vragen voor de subsidiariteit binnen de Europese militaire gemeenschap. Europa kan en mag geen alibi zijn voor een terugkeer naar de schande van de IJzer en het "*pour les flamands la même chose*". De vaststelling dat zelfs binnen de Belgische context de taalgemengde eenheden twee derde uitmaken van het totaal en de taalwetgeving volkomen wordt genegeerd, doet ons vrezen voor de praktische organisatie van een dergelijk Europees leger. En dus eisen wij waarborgen op Europees vlak.

Daarnaast kan een operationeel Europees leger niet los worden gezien van een Europese buitenlandse politiek, die niet louter op de verdediging van eigen belangen mag zijn gebaseerd, maar die ook de strijd tegen de internationale wapenhandel, de strijd voor duurzame ontwikkeling, de strijd voor een rechtvaardige wereldconomie als beginselen moet hanteren. De beste garantie voor de vrede en onze fysieke veiligheid in de wereld is immers de spreiding van democratie, mensenrechten, welvaart en geluk in de wereld.

Waarom in de context van dit nationaal debat zo nadrukkelijk pleiten voor een Europese defensie? Wel, omdat de hele discussie rond taken, investeringen en personeel helemaal anders moet worden gevoerd als men rekening houdt met dat Europees gegeven.

De inefficiëntie van de huidige legerstructuur heeft alles te maken met de eis van de unitaire Belgicistische krachten om een soevereine natie te zijn. Daarom komt men niet tot een verdere integratie met andere Europese landen. Welke gigantische kostenbesparingen zijn er in de Europese defensie niet mogelijk indien er meer verregaande afspraken zouden bestaan over specialisatie? Ik durf mij niet uit te

spreken over de vraag welke taak wij het beste zouden kiezen, maar ik kan mij wel inbeelden dat het militair perfect mogelijk is zelfs één of verscheidene van onze machten af te schaffen en te specialiseren in een taak waarin wij, gezien onze geografie en ons opleidingsniveau, goed zijn.

Het debat over de budgettaire implicaties van een dergelijke Europese defensie kan alleen maar worden gevoerd in het meer algemene kader van de vraag wie wat moet bijdragen tot de Europese begroting. Trouwens, zowel in Nederland als in Duitsland zijn ernstige discussies aan de gang omtrent het afbouwen van het legerbudget. Zelfs de Engelsen schijnen eindelijk te hebben begrepen dat Europese samenwerking heelzaam is inzake defensie-industrie. Het zou immers al te gek zijn thans ons budget te verhogen zonder dat de discussie over de Europese dimensie is uitgeklaard, temeer daar het grote probleem van de effectieve inzet van troepen van de diverse landen niet alleen te maken heeft met militaire capaciteit, maar ook met de *chain of command* en vooral met de vraag wie met welke meerderheid mag beslissen het leger in te zetten.

Wat baat het een perfect uitgerust en gemotiveerd Belgisch leger te hebben als ten eerste, België toch veel te klein blijft om eigen initiatieven te nemen op militair gebied en ten tweede als Europa noch de NAVO, laat staan de WEU, in staat zijn snel, efficiënt en democratisch gelegitimeerd te beslissen over de inzet van troepen?

Het is een beetje te vergelijken met het schenken van een Porsche aan een zestienjarige.

Laten wij eerst al onze politieke energie inzetten om werkelijk een efficiënte Europese buitenlandse en defensiepolitiek op poten te zetten en laten wij het dan nog eens hebben over onze bijdrage daartoe.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik wens een paar zaken toe te voegen die, zelfs bij afwezigheid van dat ruimer kader, van belang zijn voor het Belgisch leger.

Ten eerste, het verslag onderkent twee hoofd- en twee bijopdrachten voor het leger. Men maakt, mijns inziens, de fout een te breed takenpakket toe te wijzen aan het leger. Hoe nobel ook, niet alles is een taak van het Belgisch leger dat met een beperkt budget moet rondkomen.

De hoofdtaak is en blijft de collectieve defensie van het Europees grondgebied. Deze logica wordt niet doorgetrokken

met betrekking tot de specialisatie van het leger en samenwerking inzake militaire productie. Bovendien wordt alles heel duidelijk in NAVO-context gezien. De vraag dringt zich op of een Europees leger niet beter zou zijn. Van enige vorm van parlementaire controle op die collectieve verdediging is echter geen sprake.

Al onze vragen aan de minister van Landsverdediging over aankopen of structuren worden stevast beantwoord met het dooddoener "omdat de NAVO, onze internationale partners, dat zo willen".

Met uitzondering van de raadgivende parlementaire vergadering van de NAVO, is er geen serieuze controle op de beslissingen van de NAVO. We moeten gewoon goedschiks aannemen dat de NAVO-mensen hun job kennen. Basta. Voor mij volstaat het niet vast te stellen dat de collectieve verdediging een hoofdtaak is. Voor mij moet de reële beleidsdiscussie over de concrete inhoud van de collectieve verdediging in het parlement plaatsvinden.

Mijn tweede bemerking heeft betrekking op de vredeshandhaving die door de militaire gemeenschap zelf meer en meer als bestaansreden wordt gepercipieerd. Juister nog, uit de vredeshandhaving put de militaire gemeenschap haar zelfwaardering. Het klinkt misschien wat oneerbiedig maar het is veel interessanter om in exotische locaties John Wayne te spelen dan op het bureau naar vijandige objecten in de lucht te speuren! Moet men zonder nadenken aannemen dat vredeshandhaving een hoofdtaak is als men weet dat het budget een beperkt budget is? Kan een operatie in Kosovo zomaar gelijkgesteld worden met een operatie in Centraal-Afrika? Hamvraag is niet of de vrede op diverse plaatsen in de wereld moet worden bevorderd, dat is evident; cruciaal is wel te weten of onze militairen hierin een concrete rol moeten spelen en bijgevolg opgeleid, uitgerust en gefinancierd worden om aan dergelijke operaties deel te nemen.

Mijnheer de minister, ik wil de algemene consensus terzake relativieren. Als de orkaan Mitch duizenden mensen doet omkomen, hoor ik hier geen stemmen opgaan om ons leger erop af te sturen. Als in Indië op straat de mensen van honger en miserie creperen, hoor ik hier geen stemmen opgaan om ons leger er naartoe te sturen. Als bij rellen in Indonesië vele mensen omkomen, is hier niemand die speciaal ijvert voor het zenden van troepen. Kortom ons geweten is selectief.

Dé vraag die terecht een antwoord verdient, is wie bij een concreet internationaal probleem de verantwoordelijkheid draagt om een oplossing te helpen uitwerken. In Kosovo dat bijna grenst aan de Europese Unie en voorbestemd lijkt om er ooit deel van uit te maken, zijn er geen anderen die meer verantwoordelijk zijn dan wij. Daarom is een operatie van vredeshandhaving door Europese troepen in Kosovo zinvol en noodzakelijk. Met een gelijkaardige operatie in Centraal-Afrika heb ik het al veel moeilijker. Ons enthousiasme om daar op te treden wordt vooral ingegeven door neokoloniale reflexen. Moeten andere Afrikaanse landen dan geen verantwoordelijkheid opnemen? Voor mij is een nieuw Afrikaans optreden moeilijk denkbaar. Alleen als de situatie in Congo globala moet worden beschouwd als een pan-Afrikaanse oorlog, een soort WO III in Afrika, komt onze verantwoordelijkheid opnieuw om de hoek kijken.

Dat we klaar moeten staan om in eender welk Afrikaans avontuur een rolletje te spelen, lijkt me een onzorgvuldige besteding van de schaarse middelen. Als dat een hoofdopdracht van het leger is, moet men eveneens in de nodige specifieke opleiding en materieel voorzien om het in brousseomstandigheden uit te houden. Ik betwijfel of dit een zinnige investering is. Met een beperkt budget moet men keuzes durven maken en dat gebeurt niet.

Ten derde, de medewerking aan humanitaire acties.

Grosso modo geldt hetzelfde als voor internationale operaties. In de mate dat het kleinschalige initiatieven zijn zoals een luchtdruk in een gevvaarlijk gebied, ben ik bereid het als een verhelderde training te beschouwen. Uit het Ruanda-avontuur moeten we toch de les trekken dat - wat ook de officiële missie van de aanwezigheid is - de machten ter plaatse de missie altijd blijven beschouwen als een groep soldaten.

Ten vierde is er de hulp aan de natie. Dit begrip is gegroeid in een periode dat het leger bestond uit dienstplichtigen die het grootste deel van hun tijd niet altijd even zinvolle taken werden belast. Het is evident dat in die omstandigheden die massa arbeidskracht werd ingezet, bijvoorbeeld bij een dijkbreuk. In de moderne context van een beroepsleger past het niet dit te aanzien als een afzonderlijke opdracht van het leger. Wie dit belangrijk acht, moet maar ijveren voor een betere werking van de civiele bescherming en de brandweer. Het feit dat het leger kan worden opgeroepen om mee te helpen

bij een ramp, verschilt in niets van het gegeven dat u en ik, geconfronteerd met een ramp, ook bereid zouden moeten zijn te helpen waar nodig. Zullen wij dan bij een taakomschrijving van het onderwijs moeten vermelden dat de lokalen af en toe worden gebruikt voor kiesverrichtingen? Nee toch.

Ten vijfde is er het probleem van de verkeerde leeftijds- en niveaupiramides bij de krijgsmacht. Dit houdt in dat men relatief dure en weinig operationele troepen heeft. Men moet zo spoedig mogelijk een normale leeftijds- en functieopbouw krijgen. De pogingen om oudere onderofficieren onder te brengen bij andere overheidsdiensten, lukken niet zo goed. Toch verdient dit spoer meer aandacht. In de discussie hierover werd door de heer Moerman voorgesteld om deze onderofficieren dan maar in te zetten voor politietaken en eigenlijk is dit nog geen dom idee. Natuurlijk moeten zij dan wel afstand doen van hun hoedanigheid van militair en een specifieke opleiding krijgen voor hun nieuwe taak. De tijd dat iemand vanaf 18 of 20 jaar in een overheidsdienst een bepaalde taak invult en dan 40 jaar lang hetzelfde doet, is volgens mij voorbij. Ik vermoed dat het probleem van de reclassering van oudere militairen nog het best te vergelijken valt met de zogenaamde werkloosheidssvallen. Voor ieder individu op zich blijkt het interessanter om niet te bewegen. In dat geval kan de overheid echter niet anders dan zachte dwang toe te passen.

Ten zesde is er de gebrekkige reclutering van vooral Vlaamse jongeren. Dit verdient een beter antwoord dan wat de minister er tot nu toe aan geeft. De verantwoordelijkheid voor het gebrek aan geïnteresseerde Vlaamse jongeren doorschuiven naar de Vlaamse Jeugdraad is natuurlijk een weinig vruchtbare weg.

Minister Poncelet: Dat heeft er niets mee te maken! Ik heb nooit de tussenkomst van deze commissie gevraagd voor aanwerving van nieuwe vrijwilligers. Het gaat slechts om de omkadering van activiteiten voor de jeugd door het leger tijdens de vakantie.

De voorzitter: De heer Alfons Borginon heeft het woord.

De heer Alfons Borginon (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik ga hier niet dieper op in; ik neem u op uw woord. Ik stel slechts vast dat het publiek hieraan de indruk overhoudt dat u een probleem hebt om voldoende Vlaamse soldaten te vinden. Blijkbaar moet er dan een mistgordijn worden opgehangen om de werkelijke

oorzaken van de gebrekkige reclutering te verdoezelen. Dit kwam reeds aan bod tijdens een interpellatie, maar de echte oorzaken van het gebrek aan interesse bij de Vlaamse jeugd liggen bij de ongelijke spreiding van legerplaatsen waardoor het voor Vlamingen geografisch minder evident is om in het leger te blijven, en de feitelijke tweetaligheid in twee derde van de eenheden.

Minister Poncelet: Hier toe werd destijds door een Vlaams minister beslist.

De heer Alfons Borginon (VU): Mijnheer de minister, ik wil gerust aannemen dat hier toe werd beslist door minister Delcroix, maar dat is mijn probleem niet, wel dat van de CVP. Ik kan slechts vaststellen dat minister Delcroix niet over veel ervaring in legeraangelegenheden beschikte toen hij minister van Landsverdediging werd. Hij heeft zich laten inpakken door de heer Charlier, die uiteindelijk zijn slag heeft thuisgehaald. U hebt gelijk dat dit de verantwoordelijkheid is van een Vlaams minister van CVP-signatuur, maar het feit blijft wel.

Blijft het feit dat voor de Vlamingen het leger een van de laatste bolwerken van het *Belgique à papa* is. Indien het leger werkelijk zou zijn omgevormd tot een moderne, in Europees en Benelux-kader geïntegreerde structuur, dan zou die interesse toenemen.

Bijkomend feit is dat Vlaanderen veel minder werklozen telt dan Wallonië. De financiële aantrekkingsschijn van het beroep van soldaat is voor de gemiddelde Vlaming minder interessant. Hij kan kiezen uit andere aanbiedingen. Misschien moet u daar iets aan doen als u die 60/40-verhouding wenst te realiseren.

Mijnheer de minister, ik wil u nog een suggestie doen. Misschien moeten wij, zoals dat in Nederland het geval, een grotere soepelheid hanteren bij de aanwervingsvoorraarden op het vlak van de nationaliteit. In Nederland is men de mening toegedaan dat iemand van buitenlandse oorsprong in het leger kan worden ingeschakeld, op voorwaarde dat de procedure tot nationaliteitsverwerving bezig is. Waarom kunnen wij ook die weg niet bewandelen? Het zou het misschien gemakkelijker kunnen maken. (Onderbreking door minister Poncelet)

Mijnheer de minister, voor mij zijn Vlamingen niet alleen degenen die hier geboren zijn, een blanke huidskleur hebben, naar een katholieke school zijn geweest en braaf in een klassiek gezin wonen. Nee, de Vlamingen zijn al die

Alfons Borginon

personen die de Belgische nationaliteit hebben en in Vlaanderen wonen. Ik stel vast dat een belangrijke groep jonge mensen vandaag werkloos is. Velen ervan wonen hier al zeer lang. Zij voldoen aan de voorwaarden om de Belgische nationaliteit te verwerven en zijn dat ook zinnens te doen. U moet ze rekruteren op de leeftijd van 18 jaar, precies de leeftijd waarop de procedure voor hun nationaliteitsverwerving wordt opgestart. U kunt die groep niet aanspreken omdat tegen de tijd dat de procedure is afgerond, zij al een andere job hebben gevonden. Om het rekruteringsprobleem op te lossen, zal ook hierover grondig denkwerk nodig zijn.

Zoals reeds aangehaald in mijn interpellatie van vorige week, blijf ik bij mijn stelling dat zolang er een Belgisch leger bestaat, het evident is dat de 60/40-verhouding op alle niveaus in het leger bewaard blijft om redenen van rechtvaardige verdeling van overheidsambten, maar ook omdat ik het als Vlaming geen leuke gedachte vind dat alle arsenalen, het grootste deel van de kazernes en een buiten proportioneel deel van de troepen Franstalig zijn.

Ten zevende, de vraag rijst waartoe de reserve dient. Het heeft geen zin een militaire reserve te hebben voor taken die tot de hulp aan de natie behoren. Het heeft ook weinig zin een reserve uit te bouwen voor operaties in het buitenland, zoals de Amerikaanse reserve die in de Golfoorlog werd ingezet. Het kan wel zinnig zijn een reserve, bestaande uit gewezen soldaten en vrijwilligers op te bouwen voor bepaalde puur defensieve taken van het grondgebied. Dat het animo daarvoor bij de bevolking gering is, hoeft geen reden van paniek te zijn. Er komen wellicht tijden waarin de gemeenschapsreflex opnieuw sterker wordt. Misschien is het een goed idee de Geneenschappen te betrekken bij de opbouw van zulke reserve, steeds in de mate dat wordt aangetoond dat mathematisch zulke reserve noodzakelijk is.

Wat de medische dienst betreft, kan worden overwogen of niet alle taken aan de civiele maatschappij zouden moeten worden toevertrouwd. Hier kan dus een omvangrijke, zelfs deels verplichte vorm van reserve worden overwogen. Het zal alleszins beter zijn dan de halfslachtige situatie waarin deze mensen zich nu bevinden.

Ten achtste, inzake het materieel zal ik kort zijn. Ik onderschrijf het principe dat er een evenwichtige verhouding moet zijn tussen troepen, getalsterkte, uitrusting en werkingsmiddelen. Het heeft geen zin soldaten niet uit te rusten

met materieel dat voldoende modern is om effectief te worden ingezet. Iets anders is de vraag of het budget moet worden verhoogd om zomaar eender wat te moderniseren. Beter minder soldaten die goed uitgerust zijn dan evenveel soldaten die slecht uitgerust zijn. Het argument dat de NAVO ons verplicht een bepaalde getalsterkte te handhaven snijdt geen hout, vermits uiteindelijk die NAVO-verplichtingen gewoon de formalisering van intenties van onze achtereenvolgende ministers van Landsverdediging zijn. Als Duitsland morgen beslist minder soldaten te hebben, dan zal overmorgen de NAVO-verplichting van Duitsland worden aangepast. En hetzelfde geldt voor ons land.

Bij de keuze van het aan te kopen materieel moet eerst goed worden overwogen waarin wordt gespecialiseerd. Het heeft geen zin om in de *joint strike fighter* te investeren als we er niet van overtuigd zijn dat onze taak in de Navo er een is voor onze luchtmacht.

Wie over materieel spreekt, heeft het over legeraankopen, waarover ik niet lang zal uitweiden. Parafraserend op een historische uitspraak zeg ik : het Frans-Belgische protocol inzake prijscontroleledenda est. Ik zal dat blijven herhalen. Immers, ik durf op het ogenblik mijn hand niet in het vuur te steken voor de zuiverheid van de legeraankopen bij Franse bedrijven, zeker wanneer ik merk dat er amper 8 dagen na de ondertekening van het Dassault-contract en met uitvoering daarvan een prijscontroleprotocol tussen Frankrijk en België is gesloten en dat dit protocol ondanks de uitspraak van het Hof van Cassatie over corruptie in het Dassault-dossier wordt gebruikt om geen toestemming te moeten geven voor een afdoende controle bij Franse bedrijven. Hopelijk moeten mijn vragen terzake nooit concreter worden.

Ten negende, als politicus is het bijzonder moeilijk een rationele kritiek te formuleren op de structuur van de krijgsmacht. Toch kan ook ik niet voorbij aan de ideeën die door een groep militairen werden geformuleerd en door de pers overgenomen : het beperkte nut om de 17e brigade in Duitsland te houden, de kritiek op de werking van paradedeparades zoals het Eurokorps, de overbezette staven ten nadele van de operationele eenheden, de klaarblijkelijke wedijver tussen landmacht en luchtmacht waarbij de ene vindt dat de andere veel meer krijgt dan zij nodig heeft, het dure prijskaartje van de hele KMS-operatie en de noodzaak van een betere logistieke steun inzake personeelsbeleid en vergoedingen door andere burgerlijke departementen.

Daarnaast vraag ik ook aandacht voor het ecologisch aspect van deze problematiek. Het wordt hoog tijd dat op alle legerbasissen de regionale milieuwetgeving integraal van toepassing wordt. Ons bezoek aan het kamp Vogelsang heeft ons geleerd dat het perfect mogelijk is om een milieuwetgeving, in dit geval de Duitse, op een initiatief kamp van toepassing te maken. In dit land schijnt dat nog niet mogelijk te zijn. Ik heb overigens ook vragen bij het streven naar veiligheid voor de militairen zelf, denk maar aan de hele Hawk-discussie, en voor de burgers, waarvoor ik naar de ramp in de Biltmer verwijs.

Ten tiende, dit debat handelde grotendeels over de kredieten. De vraag die elke beleidsmaker zich moet stellen is waarin het best wordt geïnvesteerd. Alle vergelijkingen met de NAVO-partners ten spijt is, mijns inziens, een verhoging van de begroting maatschappelijk niet aanvaardbaar.

Het overheidsoptreden is in het algemeen jarenlang in gebreke gebleven. Het opkrikken van de werking van justitie en politie, spoorwegen en infrastructuur en wetenschapsbeleid vormen een hogere prioriteit dan het opkrikken van het legerbudget. Bovenal moet men in het leger beseffen dat een zeer grondige mentaliteitswijziging op alle niveaus, waardoor het leger een glazen huis wordt dat op een moderne manier de waarden van democratie, autonomie en vrijheid mee verdedigt, een *conditio sine qua non* is voor ieder gesprek over de verhoging van de kredieten en de omvang van het leger.

Landsverdediging wil eerst meer middelen en dan pas vernieuwen. Wij willen daarentegen eerst fundamentele vernieuwing zien onder andere inzake de inschakeling in het Europees beleid, de grondgedachte van het beleid dat pacifistisch moet zijn, de democratische controle en de legeraankopen. Pas als dat gerealiseerd is, kan het debat echt worden voer.

De **voorzitter** : De heer Jan Eeman heeft het woord.

De heer **Jan Eeman** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik wens de rapporteurs die het in dit debat niet altijd even gemakkelijk hadden, te feliciteren met de wijze waarop ze, soms op een subtiële manier, de verwoording hebben bekrachtigd.

Verder wil ik de voorzitter van de commissie, de heer Henry, danken voor de fair play die hij tentoonspreidde tijdens dit debat. Tijdens een militair debat mag dit al eens.

Jan Eeman

De gewijzigde situatie op het Europese continent zorgde er voor dat de hoofdtaken van onze krijgsmacht gedeeltelijk werden gewijzigd.

Naast de traditionele opdracht, die erin bestaat de nationale veiligheid te verdedigen, liefst in een sterke NAVO-structuur, is de tweede kerntaak van het leger gericht op deelname aan internationale, humanitaire en vredesoperaties. Beide taken kunnen slechts worden ingevuld indien de vereiste instrumenten ter beschikking staan. Daartoe behoren onder meer een goed gevormd en getraind kaderpersoneel en een kwaliteitsvol modern materieel, dat een maximale veiligheid voor onze manschappen garandeert.

Om deze veeleisende functies te kunnen invullen, moet de krijgsmacht inderdaad een beroep kunnen doen op jonge militairen, die lichamelijk en geestelijk optimaal in orde zijn. Ten einde een gezonde leeftijdspiramide te bewerkstelligen en nadien in stand te houden, moeten dringend jonge vrijwilligers, die spijtig genoeg niet in voldoende mate aanwezig zijn op dit ogenblik, kunnen worden gerekruteerd. Dit impliceert dat de beste elementen de kans moeten krijgen om via een bijzondere selectie een militaire loopbaan uit te bouwen en dat de krijgsmacht tegen het einde van de dienstverbintenis mee moet instaan voor de begeleiding naar een andere carrière.

Om de aanwerving aantrekkelijker te maken, moet het statuut waarschijnlijk aangepast worden en waar nodig verbeterd. De verloning bij de krijgsmacht moet voor alle functies worden afgestemd op weddeschalen die in parallelle graden van andere openbare diensten bestaan.

In elk geval is het herstel van een evenwichtige leeftijdspiramide een absolute prioriteit en een *conditio sine qua non* om een werkbaar leger in stand te houden. Het herstel van deze piramide, waarbij eveneens dient te worden geïnvesteerd in de omkadering, zal geld kosten. De VLD is bereid hiervoor een financiële inspanning te leveren en te voorzien in een eenmalige, extra-budgettaire enveloppe om deze personeelsaangelegenheid eens en voor goed te regelen.

In de volgende jaren zal veel aandacht worden besteed aan de reserve en terecht. Het ontwerp van de regering voorziet in een vrijwillige en een verplichte reserve. Indien men een nieuw statuut creëert voor reservisten en ik wens hiervoor te waarschuwen, zou dit eventueel nadelig kunnen uitvallen voor de militairen in actieve kades.

Indien het opstarten van nieuwe structuren alleen is bedoeld om onze NAVO-verbintenissen te honoreren, is een eventuele mislukking niet uit te sluiten.

De herstructurering die reeds jaren aan de gang is, heeft de verwachtingen niet helemaal ingelost. Tal van eenheden beredden zich met een onvolledige inzet van de effectieven. De ontbrekende functies moeten worden ingevuld door een niet altijd voorhanden zijnde reserve. Niemand is met deze "spooktoestand" gediend. Met een hergroepering komt men meer realistische en doorzichtige structuren. Het is zowel in ons eigen belang als in het belang van de NAVO-partners prioriteit te geven aan de opdrachten waarin ons leger is gespecialiseerd.

Een efficiënt aankoopbeleid is eveneens van groot belang. Dit zou in een ruimer kader moeten kunnen gebeuren. Bij de aankopen moet aandacht worden besteed aan een maximale bruikbaarheid voor de erg uiteenlopende opdrachten die aan het leger zijn toevertrouwd.

Door de bevriezing van het budget voor defensie sedert 1993 is de militaire inspanning verminderd. Dit heeft ertoe geleid dat de personeelskosten 60% van de totale middelen uitmaken, tenadele van de eventuele investeringen voor de wederuitrusting en de modernisering van de werking. Om de evenwichten tussen deze drie aspecten te herstellen, kan een geleidelijke aanpassing van dit budget worden overwogen, op voorwaarde dat ze aan strikte regels wordt verbonden.

Ik zal nog even de grote lijnen daarvan herhalen. Dat zijn ten eerste een geleidelijke indexering van dit budget, ten tweede een eventuele extra omkadering van het personeel - een enveloppe buiten het budget -, ten derde een interne herschikking van het budget en ten slotte een bijzonder krediet dat kan worden gebruikt voor buitenlandse opdrachten die meer dan één miljard zouden kosten.

Door de dienstplicht bestond er een band tussen de bevolking en het leger. Na de afschaffing daarvan is de interesse voor de krijgsmacht in een bepaald landsgedeelte verzwakt. Daar moeten wij iets aan doen. Ik denk dat alle informatiekanalen waarover de diensten van de minister beschikken, in dit verband nuttig zullen zijn.

De internationale solidariteit, de verdediging van de vitale waarden en de bijdrage tot de wereldvrede rechtvaardigen de fors toegenomen deelnemingen aan internationale operaties. Het

verleden heeft aangetoond dat het absoluut noodzakelijk is om bij de aanwijzing van de militairen die aan dergelijke zendingen deelnemen, selectiever te zijn en een afdoende training en psychologische voorbereiding te geven. Na elke operatie stelt men, spijtig genoeg, een aantal dramatische gebeurtenissen en psychologische klachten vast.

Daarom moeten de opvang en de nazorg van de ingezette militairen bijzondere aandacht krijgen.

In dit alles kan het NAVO-gegeven niet worden omzeild. Mijnheer de minister, wij zijn dus voorstander van een sterk uitgebreide NAVO-structuur die garant moet staan voor een reële crisisbeheersing en vredeshandhaving.

Regeling van de werkzaamheden Ordre des travaux

De voorzitter: Alvorens collega Moerman het woord te geven, wens ik u een wijziging voor te stellen.

Aangezien nieuwe amendementen werden ingediend op de punten 1 tot 3 van de agenda van de plenaire voormiddavergadering van woensdag 10 februari 1999 (wetsontwerpen en -voorstellen nrs. 1684, 65, 375, 797, 1410, 1685, 1686, 1687, 1688, 383, 1689 en 1837) stel ik u voor deze wetsontwerpen en -voorstellen naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt terug te zenden, die dan morgen om 9.30 uur zal bijeenkomen, en de plenaire vergadering van woensdag 10 februari 1999 om 10.00 uur met de agendapunten 6 en 7 (wetsontwerpen nrs. 1959 en 1503) te beginnen.

De amendementen werden door vijf fracties ingediend. De commissie kan op dat ogenblik de amendementen, die nagenoeg alle van technische aard zijn, onderzoeken.

Geen bezwaar? (Nee)

Pas d'observation? (Non)

Aldus zal geschieden.

Il en sera ainsi.

Débat sur le rôle des forces armées (continuation)

Debat betreffende de rol van de krijgsmacht (voortzetting)

Le président: Nous reprenons la discussion.

Wij hervatten de besprekking.

La parole est à M. Jean-Paul Moerman.

président

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, j'interviendrai à présent en qualité de membre de la commission, représentant le groupe PRL-FDF.

Il convient de vous remercier, monsieur le ministre, d'avoir organisé ce débat qui était nécessaire. Je pense toutefois que cela relève de la subtilité réelle car j'ai souvent eu le sentiment que votre position était difficile vu la situation contraignante dans laquelle se trouvait votre département. Avoir organisé ce débat afin de mettre à plat les grandes questions concernant la Défense nationale, d'une part, et les enjeux, les missions et les potentialités qui s'ouvrent à nous, d'autre part, me semblait être une bonne chose. Même si, jusqu'à présent, vous avez été amené à gérer votre département dans des conditions très difficiles, par manque de moyens.

La première intervention dans le cadre du grand débat national eut lieu vers le 15 avril 1997. Après deux années, nous arrivons à un texte très consensuel relatif au rôle et à la place des forces armées dans notre pays.

Nous pouvons considérer ce texte comme étant le plus petit dénominateur commun entre les différentes composantes démocratiques au sein de notre parlement. A propos de ce devenir de nos forces armées, nous devons d'ailleurs considérer qu'il ne peut être compris autrement, compte tenu des précautions oratoires qui se sont succédé.

Certains des membres qui ont pris la parole m'ont même donné l'impression de s'étonner de ce qu'ils avaient pu voter.

(Sourire du ministre)

Dois-je déduire de votre sourire que vous partagez mon point de vue, monsieur le ministre ?

M. Poncelet, vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie : Je n'ai rien dit. Je faisais preuve d'hilarité.

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Le débat s'achève mais nous sommes dans la perspective d'élections fédérales. Je pense que c'est un élément qui oriente nos travaux et je le regrette. Les conclusions et recommandations du débat national peuvent également paraître tardives, compte tenu de la proximité des élections, mais aussi alors que, paradoxalement, d'autres réflexions sont en cours. Je pense à la réflexion actuellement menée au sein de l'état-major général, intitulée

"Réflexion 2015". J'évoque avril 1999, où les partenaires OTAN devront se déterminer sur la raison d'être de l'organisation au XXIème siècle et donc déterminer un nouveau concept stratégique. J'évoque également ce débat de fond qui ne me semble pas avoir été mené non plus à propos d'une éventuelle dérive des missions qui sont confiées à nos militaires, dérives des missions qui pourraient relever de plus en plus du policier. Je pense à la lutte contre les organisations criminelles, le terrorisme international, le trafic d'armes, la drogue. Je cite le fait d'une frégate belge qui prend part à une opération concertée antidrogue dans les Caraïbes; j'évoque la situation de certains Etats confrontés à de nouveaux dangers que les démocraties doivent prendre particulièrement au sérieux. Retenons ce chiffre éloquent de 37% du produit intérieur brut de la Russie qui serait en fait l'équivalent utilisé par les organisations criminelles.

Il s'agit donc d'un Etat relativement en défaut, en danger par rapport à des organisations. Je pense que seule une évocation internationale du problème pourra le résoudre, certainement par le biais de mesures sécuritaires dont l'armée fait partie intégrante. Mais je ne me suis pas encore prononcé sur cette question. Un large débat doit intervenir afin d'éviter des dérives qui pourraient être contraires à une saine démocratie.

La non-gestion immédiate de la crise du Kosovo met en lumière les différentes interprétations entre nos alliés américains et européens sur ce que doit être, à l'avenir, le rôle de l'OTAN dans la gestion internationale immédiate des conflits ou des crises. Les partenaires européens de l'OTAN ont sans doute laissé passer une occasion superbe de définir une attitude commune, préalablement à la discussion du nouveau concept stratégique. Cela nous mènera vraisemblablement à l'adoption d'un texte tracé par les Etats-Unis. Etant donné qu'actuellement, seul le texte américain est tracé, on ne peut pas les critiquer de mettre celui-ci en discussion. C'est un texte cohérent sur la question mais il ne peut pas cacher son origine ni son intérêt.

Ce document constituera malheureusement, selon les observateurs les plus optimistes, un tout à prendre ou à laisser. Je partage donc également, sur ce point de vue, la position d'un précédent orateur.

C'est dans ce contexte général que le débat national connaît actuellement ses conclusions et recommandations. Loin de vouloir minimiser le travail accompli, que nous pouvons considérer

comme remarquable, nous devons convenir que nous manquons aujourd'hui de certains éléments qui auraient permis une réflexion globale plus poussée. Néanmoins, l'état des lieux qui a été réalisé - telle est l'expression qui peut, à mon sens, définir la première partie du rapport - permet déjà, et de manière certaine, des constats clairs, dont la question du budget n'est pas la moindre. Je crois qu'à cette tribune, certains différends se sont déjà exprimés.

Le PRL-FDF considère que la commission s'est clairement définie pour une augmentation du budget du département de la Défense nationale, puisque "le prochain gouvernement doit pouvoir restaurer un équilibre entre les différentes composantes du budget : 50% en personnel, 25% en fonctionnement et 25% en investissements." Et d'ajouter : "Cela signifie que le mouvement de rattrapage devra profiter prioritairement aux investissements".

Le contingent étant encore fixé pour quelques années, la question du règlement du personnel ne me semblant pas immédiate et celle-ci absorbant plus ou moins 62% des moyens financiers du département, vous pourrez facilement tirer des conclusions chiffrées sur ce que vous avez réellement voté. La situation très délicate dans laquelle se trouvent nos forces armées trouve, à notre sens, son origine dans la mise en oeuvre du plan dit "Delcroix" et dans la précipitation, sans réflexion suffisante préalable, sans consultation utile des composantes militaires, civiles ou encore des organismes de consultation du personnel. En outre, les mesures d'accompagnement indispensables à la réussite de ce plan n'ont pas été prises. Dès lors, nous sommes arrivés à ce débat national et au constat de carence que nous faisons ensemble, ainsi qu'à la nécessité de ce débat afin de relancer un message clair, précis permettant de redorer notre outil de défense qui est un pilier de la nation.

Le PRL-FDF dénonce depuis de nombreuses années les difficultés que rencontre le personnel de nos forces armées, les incidences budgétaires que la délicate question du personnel pose, induisant des déficits chroniques de dépenses d'investissement ou de fonctionnement. Qu'on le veuille ou non, nous pouvons féliciter nos militaires de travailler dans de telles conditions, puisque manifestement, lorsqu'il s'agit de recevoir des informations à leur égard, et sur la manière dont ils se comportent à l'étranger - je ne parle pas d'incidents limités, je parle d'une manière générale -, l'image que nous recevons

de leur travail est bonne, et ils sont souvent cités en exemple dans les états-majors où ils sont appréciés.

Je pense dès lors que c'est un devoir de permettre à ces personnes qui ont une motivation certaine de donner un message clair, de dire que la nation se rend compte de la situation dans laquelle se trouve le pilier "Défense". Nous devons également étoffer, chacun selon nos sensibilités, ce que nous pensons retrouver dans ces conclusions et dans ces recommandations.

Le dernier accent concerne, avant d'aborder plus spécifiquement l'objet de mon intervention, l'image de nos forces armées au sein de l'opinion publique. Un article de presse paru en mai 1998 dans le quotidien "La Libre Belgique" et intitulé "Le Belge se soucie peu de l'armée et de la défense" permettait à M. Manigard, titulaire de la chaire de sociologie à l'Ecole royale militaire, de réaliser une synthèse et une analyse de données et de sondages relatifs aux forces armées, à la politique de défense, ces éléments émanant essentiellement de l'Ecole royale militaire, de la Commission européenne et de l'US Information Agency. Il s'en déduisait que 14% des Belges seulement considèrent comme objectif prioritaire la défense du pays, 13% la lutte contre la faim dans le monde, 7% l'unification de l'Europe. Un Belge sur 10 seulement déclarait être disposé à s'engager pour la défense de son pays, pourcentage comparable à celui enregistré au niveau de l'ensemble des pays de l'Union européenne. En 1990, parmi un ensemble de 10 institutions, les forces armées arrivaient en dernière position avec 33% de confiance et présentaient un recul de 10 points relativement à une enquête similaire effectuée en 1981. En 1993, une enquête menée à la demande de l'état-major général des forces armées précisait que 48% des personnes interrogées disent avoir une opinion plutôt bonne de l'armée, 24% plutôt mauvaise et 28% disaient être sans opinion; ce qui situait l'armée belge en huitième position parmi 11 institutions reprises dans le questionnaire.

Par contre, situation économique oblige, les priorités du grand public allaient vers la lutte contre le chômage, et sécurité obligeant également suite au malaise au sein de la population, 65% des priorités allaient vers la lutte contre le crime.

A notre époque, plus qu'à toutes les précédentes, l'image forge les repères du citoyen. Notre propos d'aujourd'hui n'est évidemment pas de nous interroger pour savoir s'il s'agit là

d'une bonne ou d'une mauvaise chose, c'est un élément objectif dont nous devons tenir compte, surtout s'il s'agit, au niveau de notre assemblée, de voter un texte prévoyant des obligations pour le citoyen, ou des prises en considération.

Conscientes de cette réalité, les forces armées s'interrogent régulièrement sur leur image dans les médias. Tard, mais pas trop tard, le 3 février 1999, la presse faisait écho d'une conférence de M. l'amiral Herteleer précisant que : "sur la base d'un système complexe d'évaluation mis au point par le service de l'information de la Défense nationale", l'armée belge bénéficiait d'une bonne image auprès de la population et était considérée comme utile. La majorité des Belges considèrent les militaires comme professionnels, sportifs, bien entraînés, ni racistes, ni agressifs, ni paresseux. Cette étude a sans doute été réalisée à la demande et à l'initiative de l'armée, mais je ne pense pas que les termes soient forcés. C'est une modification d'image qui arrive in extremis dans le cadre de notre grand débat et peut-être aurions-nous dû disposer de ce document complet en vue d'une analyse préalable.

Selon cette étude, 70% de la couverture médiatique consacrée à la Défense nationale ont été le fait de la presse néerlandophone et 30% seulement de la presse francophone.

Curieuse expression que "évaluation complexe"! Curieuse évaluation, qui semble tomber à pic! Mais elle doit correspondre, quant au fond, à une image de l'intervention de nos soldats, certes dans les opérations de maintien de la paix à l'étranger, mais aussi peut-être à cette émission de télévision montrant le travail de nos hélicoptères Seaking et des courageux militaires qui se dévouent à la sécurité de la population.

C'est donc bien une question d'image qui peut amener la prise en considération de nécessités plutôt que de vouloir sombrer dans une critique ou dans une obstination de refus avant même d'étudier, d'analyser et de découvrir de nouvelles pistes qui peuvent être favorables à un département.

Le ministre de la Défense nationale se demandait récemment : "Faut-il garder le principe de 60% de néerlandophones pour 40% de francophones dans les forces armées?". Ma citation serait incomplète si je ne poursuivais pas en disant : "Dès lors qu'il y a beaucoup plus de candidats francophones, qu'est-ce que cela change si dans un bataillon, il y a 50 ou 60% de

francophones ?". Monsieur le ministre, vous disiez cela à propos notamment de la curieuse évacuation que vous avez dû subir. A propos de la sensibilisation des jeunes néerlandophones, nous avons pu constater que le Conseil néerlandophone de la jeunesse se refusait à servir de relais. Il faut être cohérent. Si on revendique des parités 60-40 au sein de l'armée - encore faut-il que cela soit possible, donc que le recrutement le permette, mais aussi que nos amis néerlandophones ne constituent pas un obstacle à une information judicieuse -, je comprends mal l'objet de ce refus et la revendication concomitante. C'est un peu comme si on voulait garder 60% d'un gâteau alors qu'on est le dernier représentant de sa branche dans une succession. Il y a bien sûr ces accords linguistiques de parité, mais il y a aussi des réalités et vous devez leur faire face de manière cohérente. Les enjeux énormes à propos des forces armées doivent être portés à la connaissance de l'opinion publique. Les jeunes constituent un élément important, ils sont l'avenir de notre nation.

Ils doivent être conscientisés au même rang que tous les autres citoyens.

J'en arrive aux missions. Le PRL estime que l'effort militaire belge doit résolument s'inscrire dans la définition d'une politique européenne de sécurité et de défense. Notre engagement au sein de l'Union de l'Europe occidentale et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ces dernières années, a été ramené à un niveau trop bas.

Si je rejoins largement les conclusions et les recommandations du rapport quant aux missions, je précise cependant que les notions de "missions principales" et de "missions accessoires" devront peut-être être revues, dans le cadre des réflexions d'avril 1999. Les participations aux missions dites "de Petersberg" peuvent connaître des développements non prévus jusqu'à présent.

La prolongation d'une mission humanitaire n'aura-t-elle pas parfois tendance à se transformer en mission d'occupation ? Je vous mets en garde : notre rôle de maintien et de restauration de la paix, de protection des valeurs, de la liberté, de sauvegarde des droits de l'homme, soit, mais il faut savoir jusqu'où aller. En cette matière, un grand débat doit être mené pour savoir jusqu'où nous sommes prêts à assumer nos engagements internationaux, notamment dans le cadre de cette réflexion d'avril 1999.

Jean-Paul Moerman

Si nous devons réfléchir, sans a priori et en profonds démocrates, aux dérives peut-être nécessaires des missions confiées à nos militaires, nous devons aussi fixer clairement les limites.

Quant au budget, le PRL est la seule formation politique à préciser de manière chiffrée des préférences pour la dotation budgétaire. J'ai déjà évoqué ces chiffres à plusieurs reprises. Ils figurent dans les textes et dans les éléments de programme de mon parti. Je les cite à nouveau ici. Ils tiennent compte de l'ensemble des secteurs de la problématique budgétaire. Une dotation budgétaire de 100 milliards de francs belges, dès 1999, doit être dorénavant indexée et assortie de cinq augmentations annuelles de 1 milliard de francs belges. C'est une vision réaliste, en projection des possibilités budgétaires, de l'optimisation des moyens, de choix dans le contexte d'une défense intégrée, de réflexions sur le transfert de département à département, chacun devant supporter le réel service qu'il rend, et sans accroissement de la pression fiscale à l'égard du citoyen. Bien entendu, cela suppose des choix, des sacrifices, une optimisation par des spécialisations ciblées.

Pour résoudre immédiatement l'épineux problème du personnel, il faudra décider d'une enveloppe budgétaire exceptionnelle ad hoc. Etant donné que l'humain ne se gère pas comme le mathématique, la pyramide des âges connaîtra des dérives récurrentes et il faudra régulièrement songer à ce type d'enveloppe ad hoc. Il n'est pas non plus inutile de dire que cette enveloppe budgétaire exceptionnelle devra s'accompagner nécessairement d'autres mesures, dont par exemple la création de passerelles avec les autres éléments de la fonction publique.

Quelle que soit l'hypothèse, la nation alloue actuellement un budget nettement insuffisant pour la Défense. Nous devons nous référer à des chiffres simples. Si nous considérons le budget 1992, indexé d'après l'indice de déflation du produit intérieur brut, ce budget de 98 milliards de francs aurait dû être, en 1997, de 110,6 milliards de francs belges et, en 2002, devrait être de 122,1 milliards de francs belges. En 2002, si rien ne change, nous pourrions prévoir une perte réelle de pouvoir d'achat de près de 43,5 milliards de francs. C'est une réalité. On peut évidemment en tenir compte en décidant de ne pas augmenter le budget. Pourquoi pas ?

Mais alors, précisez clairement qu'on va sabrer dans le personnel et ce que l'on va sacrifier. Je n'accepte pas que

l'on tienne ici un double langage, selon lequel l'emploi est garanti et consolidé tout en affirmant que l'opération ne coûtera rien. Il y a des choix à opérer. Si le choix est la non-augmentation budgétaire et le transfert de services vers d'autres départements, c'est une option, mais il faut avoir le courage de l'avouer plutôt que de se retrancher, à l'instar de M. Cuyt, derrière d'hypothétiques calculs en vertu desquels nous allons rééquilibrer les dépenses de personnel à 50%, pour pouvoir réévaluer les dépenses de fonctionnement et d'investissement à raison de 25%. Le contingent étant fixé, vous savez ce que cela coûte. Si aucune décision importante n'est prise immédiatement pour régler la question du personnel, j'ignore comment, mathématiquement, on peut soutenir que ce texte a été voté sans sous-entendre une augmentation budgétaire, dès lors qu'actuellement, la dérive de dépenses du personnel nous mène à environ 63% du budget, mais je suis ouvert...

M. Jean-Pol Henry (PS) : Entre objectif et concrétisation immédiate, il y a une marge !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : C'est la nuance existant entre nous ! Mais il faut clairement vous déterminer. C'est votre droit. Ainsi, vous promettez des fêtes à Pâques. Si tel est votre choix, je le respecte. Cependant, il faut savoir de quoi on parle et il est superflu de caresser la FGTB dans le sens du poil en la flattant et en l'assurant de votre soutien, tout en votant des textes dont vous n'approuvez pas le contenu. Et vous avez voté et il est possible d'interpréter un texte de différentes manières. Personnellement, ce ne sont pas les textes que nous interprétons, mais leur incidence sur la vie des hommes et c'est ce que vous faites aussi !

L'outil de défense, aujourd'hui, se trouve confronté à trois phénomènes inquiétants, que l'on semble vouloir passer sous silence. Le premier est le vieillissement de toutes les catégories de personnel et l'absence d'analyse crédible actuelle portant sur la constitution d'une réserve efficace - ce problème n'existant plus depuis le 8 janvier 1999. Je regrette que cet accord de gouvernement soit sorti le 8 janvier, parce qu'il semble court-circuiter le travail de ce grand débat. Si nous avons des choix, des évaluations, des réflexions à faire, nous savons au moins ce qu'il en sera de la réserve. Nous considérons donc avoir été court-circuités. C'est notre droit.

M. Poncelet, ministre : Seulement un tout petit court-circuit, alors, monsieur Moerman, parce qu'il s'agit d'une phase expérimentale portant sur deux ans et deux fois 300 personnes. Je ne crois pas que cela soit de nature à influencer votre adhésion.

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Cela aurait pu intervenir après les conclusions et les recommandations de notre débat. On a quand même le sentiment que les décisions tombent, que les orientations se précisent, mais si, alors qu'un large débat a eu lieu, les décisions se prennent parallèlement à la réflexion, cela peut se révéler frustrant.

M. Poncelet, ministre : Ces décisions sont virtuelles, c'est différent !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Oui, mais cette expérience repose quand même sur une décision ! Vous avez quand même pris une décision pour faire cette expérience ?

M. Poncelet, ministre : C'était d'expérimenter !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : C'était une décision expérimentale !

M. Poncelet, ministre : Non, j'ai décidé d'expérimenter !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : C'est une expérience décisionnelle, alors ?

Il convient d'être clair ! Vous mettez des mesures en oeuvre, donc vous prenez une décision ! Mais ce n'est qu'un petit reproche, qui découle de la frustration que tous les membres de la commission peuvent éprouver après avoir participé à un débat, à une réflexion sur la réserve et constater, ensuite, qu'un texte a été adopté.

M. Poncelet, ministre : J'avais cru entendre certains de vos amis dire que ce gouvernement ne décidait plus rien !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Lesquels, monsieur le ministre, car nous en avons beaucoup ?

M. Poncelet, ministre : C'est bien ce qui m'inquiète !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Vous avez raison d'être inquiet !

M. Poncelet, ministre : J'espère qu'ils resteront longtemps vos amis !

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Je vous remercie pour ces souhaits de longévité.

La longévité des uns exclut celle des autres.

L'insuffisance inquiétante de moyens financiers affectés aux postes de dépenses en capital, a pour conséquence, à terme, l'impossibilité de remplacer le matériel et peut provoquer, s'il ne le provoque déjà, un retard technologique croissant sur la situation de nos partenaires et alliés.

Enfin, la réduction des moyens financiers menace également la qualité de l'entraînement, les capacités opérationnelles de nos forces, la sécurité de nos militaires, directement.

Afin de remédier à cette situation, outre les augmentations budgétaires proposées par le PRL-FDF, des orientations générales fondées sur les principes de la concentration et de la rationalisation doivent être pris en considération. Ils rejoignent d'ailleurs souvent les conclusions et recommandations du rapport; c'est pourquoi nous les avons votées.

Citons ainsi, non limitativement, quelques idées maîtresses :

- la restructuration des états-majors des forces armées par une centralisation des principaux moyens communs au niveau de l'état-major général;
- la création d'un poste de général adjoint au chef de l'état-major général, fonction qui verrait également dans ses attributions les problèmes de défense, les plans, les relations internationales, OTAN/UEO, l'analyse globale du budget, les grands programmes dans une vision à long terme;
- afin de resserrer les liens entre la Défense, les Affaires étrangères, la Coopération mais aussi la tension et la valorisation internationale de nombre de nos intérêts, un poste de diplomate pourrait être prévu au niveau de l'état-major général: il serait le conseiller de l'état-major général dans les questions de politique étrangère;
- un regroupement des écoles d'armes pour les unités de combat pourrait aussi être envisagé;
- la création d'un poste d'inspecteur général des forces armées, dépendant directement du ministre est une mesure en cours, voire déjà réalisée;
- la redynamisation du réseau des attachés militaires : en concentrant les efforts en personnel sur les pays que la Belgique estime prioritaires, en revalorisant la fonction par une formation adaptée, comme la fréquentation de deux années d'école diplomatique et une formation précise quant au fonctionnement et aux relations avec le SGR, etc.

Je ne reprendrai pas l'ensemble des idées qui furent miennes durant le débat mais il est clair qu'une refonte de nombre de situations existant actuellement permettrait une réelle optimisation des moyens.

Je voudrais me montrer un peu plus précis sur l'évaluation des questions de politique industrielle en matière de Défense, qui me semble malheureusement faire défaut.

Jusqu'en 1985, la commission européenne ne s'est pas intéressée aux industries liées à la défense, sans doute en raison du fait que l'article 223 du Traité de Rome était intégralement appliqué par les Etats; en outre, le contexte international ne semblait pas se prêter à un tel processus.

Depuis 1996, la commission a publié un premier document identifiant les défis auxquels l'industrie européenne était de plus en plus confrontée à la suite des grandes restructurations aux Etats-Unis. En novembre 1997, la commission a proposé au conseil des ministres un second document comprenant un plan d'action pour ce secteur.

Ce plan traite entre autres des transferts intracommunautaires, de la recherche technologique, des règles de marché appliquées à ce secteur, de la concurrence potentielle avec les pays d'Europe centrale et orientale.

Ce deuxième document de la commission a été également adressé au conseil économique et social de l'Union, au Parlement européen et au Comité des régions. Un avis positif mais nuancé existe au niveau du conseil économique et social. Le Parlement européen a désigné un rapporteur britannique qui avait été le rapporteur de l'avis sur le premier document de la commission en janvier 1996. Celui-ci avait évoqué de manière négative la notion de juste retour.

Le Groupement des armements de l'Europe occidentale, qui a succédé au Groupement européen indépendant des programmes, en 1992, qui comprend tous les pays européens de l'Alliance, examine de son côté les potentialités de coopération en matière technologique et de développement sur les plans technique et opérationnel. Il est bon de savoir qu'actuellement il réexamine son document de politique générale en vue de l'amender.

On y traitera ainsi du problème du juste retour qui, jusqu'à présent, se faisait programme par programme. On traitera aussi de la place réservée aux plus petits pays européens.

Depuis plusieurs années, le GAEO examine les problèmes liés à la création d'une agence européenne de l'armement, déjà mentionnée dans le traité de Maastricht.

Si peu de progrès ont été réalisés à ce jour, un master-plan avec des objectifs, des dates est en cours d'élaboration.

Enfin, les grands pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, notamment) veulent restructurer l'industrie aéronautique et électronique de défense.

Nous faisons référence à une déclaration de MM. Chirac, Jospin, Kohl, Blair de décembre 1997.

Les ministres de la Défense de ces pays ont dû signer, ce 6 juillet 1998, un document facilitant les restructurations transnationales et conduisant à des structures industrielles de niveau européen.

En résumé, les marchés de la défense changent et changeront encore. Il y apparaît une composante européenne en passant progressivement de marchés nationaux fragmentés vers un marché plus global.

Une telle transformation risque réellement de se réaliser au détriment des petits pays et du nôtre en particulier. Il convient, dès lors, d'y être particulièrement attentif et de nous inscrire dans un processus régulateur.

Les caractéristiques essentielles du nouveau marché de la défense vous sont connues. Mais il convient de noter notamment la gestion d'une transition partant des marchés nationaux protégés vers un marché européen, la réévaluation du principe du juste retour, programme par programme, le renforcement et l'harmonisation de la coopération européenne en matière de recherche technologique et de développement, la création d'une certaine interdépendance en matière de technologies, et la restructuration des industries des grands pays par la création d'entités européennes de très grande échelle dont nous risquons souvent d'être écartés.

Les lignes de force d'une politique industrielle dans ce secteur seraient donc de permettre l'entrée à part entière de notre pays dans l'OCCAR, et donc la participation de notre industrie aux programmes de cet organisme qui constituent une approche valable. Mais des coopérations potentielles hors OCCAR ne peuvent en aucun cas être négligées.

Il est évident que la complexité des problèmes évoqués, le nombre d'autorités impliquées dans le processus

Jean-Paul Moerman

justifient la constitution, vivement souhaitée par le PRL-FDF, d'un comité de concertation de haut niveau qui permettrait de susciter une politique industrielle cohérente et de concertation. Ce comité permettrait de préparer et d'assurer l'avenir du secteur industriel de défense pour les entreprises qui peuvent encore être qualifiées comme telles dans notre pays.

Le président : Monsieur Moerman, vous avez déjà dépassé votre temps de parole. Je vous demande donc de bien vouloir conclure.

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Bien, monsieur le président.

En ce qui concerne le concept de citoyenneté responsable, depuis la professionnalisation de nos forces et la suspension de l'obligation du service militaire, le lien démocratique qui unissait l'armée et la nation s'est relâché. Je crois qu'aucun des orateurs qui m'ont précédé n'aurait pu soutenir le contraire.

Les axes essentiels du rétablissement de cette liaison démocratique sont - peut-être :

- l'instauration d'un service civique généralisé et volontaire comme il en est fait état dans une proposition de loi du sénateur Armand De Decker. Ce service civique ouvrirait aux jeunes la possibilité de participer à un éventail d'activités. La durée et les conditions seraient dépendantes du champ d'activités choisi opérationnel ou non. Il faut prévoir des conditions attrayantes et valorisantes. Si l'objectif est réellement d'attirer les jeunes vers le service volontaire, il conviendra également d'assurer le maintien des droits liés à la sécurité sociale;

- la création d'un rendez-vous régulier de la citoyenneté responsable;
- la redéfinition des compétences des juridictions militaires, ce qui est largement en cours actuellement;

- le développement d'une politique cohérente d'information interne et externe au niveau de la défense nationale.

En guise de perspective et de conclusion à mon propos, je souhaite-rais préciser, monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, que la réflexion de l'état-major général désigné sous le vocable "Horizon 2015" s'attache sans doute à définir une planification stratégique de ce que devrait être idéalement l'armée en 2015 c'est-à-dire lorsque des citoyens qui ne sont pas ceux d'aujourd'hui

devront éventuellement y avoir recours. Il y a donc une réflexion en perspective. Cette réflexion constitue un élément indispensable du débat pour notre assemblée. Définir aujourd'hui des conclusions et recommandations pourrait paraître présomptueux, voire hasardeux, en l'absence de cette information : que sera l'outil de défense en 2015 ? Devons-nous nous engager aujourd'hui dans des dépenses de moyens nouveaux ? Devons-nous simplement servir de relais dans une défense intégrée où notre rôle serait redéfini ? Cela paraît effectivement l'enjeu réel du débat actuel auquel notre parlement fédéral se livre à l'occasion de cette réflexion.

Certes, la modification du risque oblige à la redéfinition du concept stratégique, mais d'autres éléments doivent être pris en considération. Si l'opération de paix est définie comme une mission prioritaire, les alliés devront mettre l'accent sur des forces professionnelles, déployables rapidement et bien équipées. De même, l'OTAN devra définir comment faire la distinction entre une opération "article V" de défense collective et une autre ne tombant pas sous l'article V : opération de paix comme la SFOR en Bosnie qui ne menace apparemment pas directement la sécurité des Etats membres.

L'Alliance doit également tenir compte des nouveaux risques : prolifération croissante d'armes de destruction massive, multiplication des risques terroristes,...

L'OTAN devra également définir, dans son nouveau concept stratégique, si elle s'engage à n'agir "hors zone", celle définie par le Traité de Washington, qu'avec mandat des Nations unies ou de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Dans ce concept global, quels seront les choix où la Belgique sera entraînée par ces traités et accords internationaux ? Pourra-t-elle se tenir à l'écart de ces nouveaux choix et à quel prix ? Devons-nous nous spécialiser dans le secteur médical, les para-commandos, le transport des troupes, les démineurs, la chasse ou le transport aérien ? A cet égard, je considère que les conclusions et recommandations du rapport que nous avons votées semblent peut-être anticiper sur des choix importants.

Je conclurai en citant le vicomte Charles Terlinden : "On ne peut perdre de vue que la guerre est un abominable fléau. Il faut souhaiter que les progrès de la civilisation réussissent un jour à la faire disparaître. Hélas, ce jour ne paraît pas arrivé. Tout en apportant un concours sincère aux idées d'entente

internationale et d'union européenne, ainsi qu'à l'activité des organismes qui se sont donné pour mission de faire régner une paix perpétuelle dans un monde meilleur, il serait prématré et par conséquent dangereux, même pour un petit pays comme le nôtre, de renoncer à l'élémentaire précaution que constitue une bonne organisation défensive. L'histoire - il importe de la rappeler - nous montre que quelque braves qu'ils fussent, les Belges ont presque toujours commis la lourde faute de se refuser aux sacrifices imposés par les nécessités de leur défense. Cette impréparation leur a coûté cher en plusieurs circonstances et c'est le devoir de l'historien de tirer les leçons de ces événements". Ces lignes sont tirées du texte introductif de "L'Histoire militaire des Belges". J'ai trouvé qu'elles pouvaient, en matière de budget, être rappelées à propos.

Le groupe PRL-FDF votera le rapport et nous pensons que notre responsabilité réelle n'est pas une responsabilité de chiffres mais bien une responsabilité de choix à l'égard des générations futures.

De voorzitter : De heer Jan Van Erps heeft het woord.

De heer Jan Van Erps (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, op dit late uur en in afwezigheid van de SP zal ik minder uitgebreid spreken dan bij het uitbrengen van het verslag. De CVP is namelijk van oordeel dat deze commissie zeer ernstig werk heeft geleverd. Wij hebben van bij het begin beslist de uitdaging die de minister had gelanceerd, te aanvaarden. Wij hebben een groot aantal deskundigen en mensen uit verschillende maatschappelijke geledingen aanhoord en op basis hiervan hebben wij een debat gehouden en een tekst ingediend. Ik meen dat iedereen de gelegenheid heeft gehad om daarbij aanwezig te zijn. Het is enigszins jammer dat sommigen, zelfs al waren ze aanwezig, in weervil van alle deskundige adviezen, blijkbaar last hebben om af te wijken van een voorgenomen stelling.

Mijnheer Vanoost, wij zijn vertrokken vanuit de duidelijke vaststelling dat de internationale veiligheidscontext volkomen gewijzigd is. Wij hebben daarover geregeld vragen gesteld aan de vele deskundigen. Bovendien hebben wij zelf een uitgebreide bijdrage geleverd waarin wij de nieuwe dreigingen duidelijk uit de doeken doen. Nu is immers een heel ingewikkelde context gecreëerd. Het is dan ook jammer dat uw fractie nog steeds functioneert vanuit de euforie over het wegvalen van de Berlijnse muur. Als enig

Jan Van Erps

argument stelt u dat er geen duidelijk Russisch leger meer bestaat. Als dat de enige bedreiging is die u nu nog ervaart, dan stellen wij vast dat u beter wat vaker aanwezig was geweest bij de debatten vooraleer een stelling in te nemen.

De voorzitter : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, ik zal niet heel mijn betoog herhalen maar men heeft mij verkeerd begrepen. Ik heb niets gezegd over de huidige toestand van het Russische leger maar wel dat de dreiging die tijdens de Koude Oorlog van het Russische leger uitging in feite nooit heeft bestaan. De dreiging van het Russische leger werd toen zwaar overschat. Ik heb mij niet uitgesproken over het interne regime van de Sovjet-Unie, wat iets heel anders is. Ik had het alleen over de realiteit van de toenmalige militaire dreiging en de gevolgen ervan voor de omvang van de legers in het Westen. Het is dus ook een misverstand dat ik mij zou hebben uitgesproken over het momenteel al dan niet bestaan van een Russisch leger.

De heer Jan Van Erps (CVP) : In het verslag dat de heer Moerman en ikzelf hebben opgesteld, hebben wij zeer ernstig rekening gehouden met elke inbreng. Ik denk hierbij niet zozeer aan de inbreng van Agalev aangezien zij bij het debat afwezig waren. Alle andere fracties mogen echter niet klagen. Van onze eigen inbreng, die ettelijke pagina's telde, blijft er in het rapport bijzonder weinig over. Van de 52 amendementen van de heer Cuyt werden er meer dan 30 in het rapport opgenomen terwijl er nog een aantal met anderen gecompileerd werden. Hetzelfde geldt trouwens voor de amendementen van de VLD. De meeste van hun amendementen werden in de tekst opgenomen en maakten wezenlijke verbeteringen uit, zowel van de tekst als van de inhoud. Ik blijf dus van mening dat dit verslag zeer objectief is. De aanbevelingen hebben echter de vooringenomen stellingen van een aantal mensen nog steeds niet doen wankelen. Dat verbaast ons niet aangezien dit deel uitmaakt van de democratie. De heer Cuyt is blijkbaar afwezig maar toch wil ik dat de volgende opmerking in het verslag wordt opgenomen. De heer Cuyt heeft intensief meegewerk aan het verslag en zijn amendementen werden opgenomen. Hij verdedigt het verslag en heeft het mee goedgekeurd. Blijkbaar neemt hij echter buiten dit gremium in de media een bijzonder deloyale houding aan tegenover dit verslag.

Met dergelijke verwarringe signalen kunnen we de band tussen leger en natie niet aanhalen. De heer Canon merkte terecht op dat het parlement hierin een belangrijke schakel kan vormen. Dat kan echter alleen als we ons loyaal opstellen.

De standpunten van onze fractie zijn bekend. We hebben verschillende stukken weggeleggen. De CVP-fractie kan zich daarom ook volkomen terugvinden in het verslag. Er vallen geen afwijkingen te melden. Wel zou ik graag enkele punten beklemtonen.

De nieuwe bedreigingen zijn bijzonder onvoorspelbaar. Kosovo is daarvan een voorbeeld. Daarom moet een defensie- of vredesbeleid kordaat optreden. Dergelijke uitdagingen vragen om solidariteit met onze Europese en transatlantische bondgenoten. We moeten een billijk deel van de taken en lasten op ons nemen, maar dit laat ons ook toe om mee te praten. De collectieve verdediging blijft de hoeksteen van ons vredes- en veiligheidsbeleid. Vredesopdrachten maken deel uit van deze hoofdopdracht. Mobiliteit en soepele inzet zijn hiervoor belangrijke troebe.

De band tussen het leger en de natie, losser geworden door de opschoring van de militaire dienst, moet worden aangehaald. We staan achter de initiatieven van minister Poncelet om de dialoog op gang te trekken. Na het misverstand tussen de federale regering en de adviesraden voor jongeren van de Vlaamse regering moeten we opnieuw het imago van het leger bisschaven en het belang onderstrepen van de medewerking van de jeugd aan de vredespolitiek. De kans is groot dat we zullen deelnemen aan de operatie in Kosovo. Het is belangrijk de jeugd hierbij te betrekken. Ze staan achter humanitaire operaties. Daarnaast zijn er nog de humanitaire operaties en de hulp aan de natie. De tweé vertegenwoordigers van de Vlaamse Jeugdraad en de Vlaamse studenten hebben zich positief uitgesproken over de humanitaire operaties. Ik geloof niet dat de Vlaamse jeugd kan genieten van een knusse vrede terwijl ze op tv verschrikkelijke beelden ziet van andere volkeren die onderdrukt worden en sakkert over de vreemdelingen in onze straten, op vlucht voor dat geweld, zonder de situatie te willen verhelpen.

Over tien jaar moet men niet komen klagen dat het leger volkomen is verfranst als de dialoog wordt afgewezen. Om de band tussen het leger en de natie aan te halen, stelt de CVP voor om in elke provincie een ontmoetingspunt op te richten waar alle

geledingen van de maatschappij de vertegenwoordigers van de krigsmacht kunnen ontmoeten. De jeugd moet hierbij worden betrokken. Dit kan belangrijke gevolgen hebben voor de rekrutering van vrijwilligers en voor de werving van de reserve.

Dit brengt mij bij de personeelsproblematiek. Landsverdediging moet over personeel beschikken dat voldoende in aantal is en bovendien goed is gevormd en uitgerust. Met het oog op het moreel van de troepen wens ik ook de sociale problematiek aan te stippen. Er moet voldoende aandacht worden besteed aan alle sociale, menselijke en relationele aspecten die met de nieuwe opdrachten gepaard gaan. Bepaalde getuigenissen, zoals dit van de weduwe Vomberg, laten geen enkel parlementslid onverschillig.

Bovendien moet de verjonging van het personeel in de mate van het mogelijke worden aangemoedigd. Dit kan enerzijds door het behouden, versterken en ondersteunen van de afvloeimogelijkheden. Anderzijds kunnen vrijwilligers voor korte termijn worden aangeworven. De huidige afvloeimaatregelen hebben ongetwijfeld succes gehad. Collega Cuyt zal het mij wellicht niet kwalijk nemen als ik hem tot enige deemoed aanzet. Zijn initiatieven hebben weliswaar bijgedragen tot de afvloeiingen. Het deeltijds werken, zowel de viervijfde als de halftijdse regeling, heeft gezorgd voor bijna 200 vrijgekomen plaatsen. De vice-eerste minister heeft echter met zijn TALO en disponibiliteitsmaatregelen bijna 2 000 plaatsen gecreëerd. Hiermee moet later rekening worden gehouden tijdens de begrotingsdebatten van de volgende jaren. Wie echter meent dat afvloeimaatregelen kunnen worden opgelost door deeltijds werken, vergist zich. Er zullen maatregelen moeten worden genomen die veel meer geld zullen kosten.

De voorzitter : De heer Rony Cuyt heeft het woord.

De heer Rony Cuyt (SP) : Mijnheer de voorzitter, voorstellen zoals TALO waren, reeds in mijn voorstellen vervat. De vice-eerste minister heeft inderdaad initiatieven genomen maar de voorstellen bestonden reeds, net zoals er nu voorstellen op tafel liggen voor de verlenging van deze maatregelen. Uiteraard hebben we dit gesteund. Het heeft echter veel te lang geduurd vooraleer we hierop hebben ingespeeld. Bovendien hebben initiatieven in verband met deeltijdse arbeid bij vervroegde uittreding tot vijf jaar voorafgaand aan de pensioenleeftijd uiteraard minder succes. Als mensen kunnen thuisblijven met behoud van

Rony Cuyt

goede sociale voorwaarden heeft deeltijdse arbeid veel minder nut. Men geeft er de voorkeur aan om volledig thuis te blijven. Daarom hebben deze maatregelen minder succes.

De voorzitter : De heer Jan Van Erps heeft het woord.

De heer **Jan Van Erps** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, de vorming is een zeer belangrijk element. Gelet op de nieuwe opdrachten is het duidelijk dat soldaten en officieren die aan missies deelnemen, veel meer oog zullen moeten hebben voor lokale culturen. Ze zullen onderricht moeten krijgen om een aantal sociale vaardigheden te ontwikkelen. Ook zullen ze moeten beschikken over een betere kennis van internationale rechtsregels. Ze zullen immers steeds meer worden geconfronteerd met situaties die internationaal-rechtelijk zeer complex zijn.

De specifieke rol van het burgerpersoneel dat wordt ingezet, verdient om twee redenen onze aandacht. Ten eerste kunnen mensen worden aangetrokken die een lange opleiding hebben gekregen zonder dat de krijgsmacht hiervoor hoeft te zorgen. Ten tweede kan de continuïteit van een aantal specifieke functies worden gegarandeerd.

Ik zou hier nog even het taalprobleem willen toelichten, mijnheer de minister. Ik heb eerder reeds een amendement ingediend, dat de steun heeft gekregen van alle fracties, waarin ik een taalexamen, met de eraan verbonden taalpremie, toegankelijk maakte voor de beroeps vrijwilligers en voor alle vrijwilligers in het algemeen. Ik heb dat amendement toen ingetrokken in het kader van het wetsvoorstel van de heer Gehlen, dat meer kansen wil bieden aan Duitstaligen, en heb het nadien opnieuw ingediend als een wetsvoorstel. Het is nu klaar.

Ik denk dat wij hier een instrument hebben, een van de vele, waar de legervakbonden al langer vragende partij voor zijn. Dit zou toelaten dat niet enkel officieren en onderofficieren, maar ook de gewone vrijwilligers zouden worden aangemoedigd om de tweede taal machtig te worden, om een examen af te leggen en aldus de taalpremie te bekomen. Dit geldt uiteraard vooral voor die mensen die in taalkundig gemengde eenheden zullen worden tewerkgesteld, voor zover ze ingeschreven worden in een eenheid van het andere taalstelsel. Wij schatten dat daarvoor ongeveer 5 000 vrijwilligers in aanmerking komen. Ik denk dat dit een goede manier is, niet alleen om Nederlandstaligen op dat niveau wat

carrière mogelijkheden en opwaardering te geven, maar ook om Franstalige vrijwilligers aan te moedigen om de Nederlandse taal te leren, en bijaldien de samenwerking en de harmonie in het algemeen te bevorderen.

Er zijn nooit zoveel troepen uitgestuurd als de laatste jaren. Het is ook duidelijk, gezien de omstandigheden waarin ze uitgestuurd worden, dat hun veiligheid van cruciaal belang is. Die veiligheid hangt voor een groot deel af van het materieel, dat helaas fel verouderd is. Ik meen dat we nog nooit troepen hebben uitgestuurd waarbij de veiligheidslimiet overschreden is, maar onvermijdelijk naderen wij de limiet van het toelaatbare.

Het is dan ook nodig om een inhaalbeweging uit te voeren inzake de wederuitrusting. Om de kosten te drukken is een dergelijke aanschaf van materieel absoluut gediend bij een Europese samenwerking, waarbij we samen met onze naburige partners het materieel zullen ontwerpen, uitwerken en vervolgens ook produceren. Daarom denkt de CVP dat België moet kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de OCCAR. Tegelijk moet die wederuitrustingsinspanning passen in een groter plan. Het is lang geleden dat we nog eens een PLT hadden, een plan op lange termijn. Ik denk dat het nodig is dat we opnieuw een visie ontwikkelen op het materieel, een visie op lange termijn, een PLT, dat dan uitgevoerd kan worden in vijfjaarlijkse PMT's en jaarlijks kan worden bijgestuurd.

Dit instrument, het PLT, zal de industrie toelaten om van in het begin mee te werken. Het gaat om ingewikkelde programma's, die belangrijke investeringen en selecties van personeel vereisen. Het lijkt mij aangewezen dat we samen rond de tafel gaan zitten om de beste rendabiliteit te bekomen.

Zoals ik echter reeds enkele malen heb gezegd : koken kost geld. Een frank kan slechts eenmaal worden uitgegeven. Het budget van Landsverdediging was tot eind 1998 geplafonneerd op 98 miljard frank. Personeel en infrastructuur waren hierbij de eerste prioriteiten. De opbrengsten van de verkoop van materiaal, onder andere die fameuze orderekeningen van de thesaurie, werden volledig opgesloopt door de extra uitgaven van de buitenlandse operaties.

Tijdens de persconferentie van gisteren zei ik duidelijk dat de NAVO ons vraagt of ons eerder suggereert onze inspanningen jaarlijks met 3% te verhogen.

Ik beklemtoonde de desbetreffende passage in het verslag, omdat het niet voor niets is dat onze bondgenoten vragen onze solidariteit ernstig te nemen.

De CVP staat achter *defair share*. Wij zijn van mening dat wij onze inspanningen op het vlak van defensie het beste kunnen afstemmen op deze van Nederland, Noorwegen en Denemarken. Immers, het gaat om landen van vergelijkbare grootte en met een vergelijkbare levensstandaard.

Ook belangrijk, mijnheer Cuyt, is dat de gasbel in Nederland en onze schuld integraal deel uitmaken van de levensstandaard. Als u cijfers aanhaalt, doe dit dan op een correcte manier. Vanmorgen reeds zei ik u dat de inspanning door Nederland geleverd bijzonder weinig verandert aan onze situatie, aangezien wij een heel eind achteraan zullen blijven huppelen. Gedurende tien jaar lang 375 miljoen gulden inleveren betekent niet bijster veel op een budget van bijna 12 miljard gulden. Uit een eenvoudige berekening blijkt dat wij 1,1% van ons BNP uittrekken voor defensie en Nederland 1,8% en dat dit laatste percentage binnen tien jaar nog steeds ongewijzigd zal zijn, ondanks de jaarlijkse inlevering van 375 miljoen gulden, zijnde 6,8 miljard op 216 miljard frank. Is dat de drastische inspanning die het gelijk moet staven van degenen die beweren dat België te veel inspanningen doet ?

De heer **Rony Cuyt** (SP) : Mijnheer Van Erps, ik heb nooit gezegd dat België te veel inspanningen doet. Ik heb alleen gezegd dat er op termijn inspanningen moeten worden geleverd. Als Nederland vandaag inspanningen doet in omgekeerde zin, is dat ook op termijn. Dat betekent dat alle mogelijkheden openstaan.

Ik citeerde letterlijk uit de Nederlandse defensienota, maar heb geenszins de zaken verdraaid. Als in die nota staat dat er wordt ingeleverd, kon ik de cijfers dienaangaande misbruiken en wijzen op een drastische inlevering. Dat heb ik echter niet gedaan; ik heb de zaken gerelativeerd.

Bovendien zei ik dat de vredesbeweging en de vredehandhavingsopdrachten een andere uitrusting vergen.

U mag mijn woorden niet verdraaien. Ik heb niets uit zijn context gehaald. In essentie heb ik gezegd dat beide bewegingen mogelijk zijn.

De voorzitter : De heer Jan Van Erps heeft het woord.

De heer **Jan Van Erps** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de CVP is van mening dat een inspanning moet worden geleverd om de wederuitrusting op peil te brengen.

De CVP hamert erop dat de aanbevelingen van het verslag geen ruimte laten voor enige twijfel over de noodzaak van een inhaalbeweging inzake de begroting van Landsverdediging. Als men de investeringen voor materieel van 15 naar 25% moet optrekken, als men hetzelfde personeelsbestand moet handhaven - dagdromen zoals de heer Vanoost kan geen kwaad maar het NAVO-lidmaatschap legt ons wel normen op inzake personeelsbestand -, als men personeel moet laten afvloeien om een verjulingsoperatie te kunnen doorvoeren en als ons land inzake solidariteit bereid is zijn defensieuitgaven op langere termijn af te stemmen op die van vergelijkbare partners, is men ter kwader trouw als men beweert dat dit alles mogelijk is met een eenvoudige indexering van het defensiebudget.

Mijnheer de minister, collega's, om alle twijfel de wereld uit te helpen, herinner ik u eraan dat de commissie op voorstel van de SP het woord "verhoging" heeft vervangen door "inspanning". Tijdens dit debat heb ik moeten vaststellen dat een aantal leden "inspanning" interpreteren als "herschikking van het budget". Dat was niet de bedoeling van de commissie. Voor de CVP was de interpretatie van het woord zonneklaar. Niemand heeft echter een cijfer geplakt op inspanning. Niemand heeft gesproken van 3%. De inspanning zal echter moeilijk kunnen worden gerealiseerd met een eenvoudige indexering van het budget.

Mijnheer de minister, de CVP breekt een lans voor een optimale inzet van de middelen voor hulp aan de natie. Met het oog op meer synergie met de burgerbescherming en de brandweer en door de expertise van de krijgsmacht ter beschikking te stellen van de burgersector. Pilotenopleidingen en vorming van luchtvaartcontroleurs zijn slechts twee voorbeelden.

Mijnheer de minister, de CVP vindt haar standpunten terug in de besluiten en de aanbevelingen van het verslag, en daarom zullen de christen-democraten die krachtlijnen voor een toekomstige defensiepolitiek steunen.

Le président : La parole est à M. Jean-Pol Henry.

M. Jean-Pol Henry (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, je voudrais tout d'abord

remercier ceux et celles qui ont permis que ce long débat ait pu avoir lieu, en l'occurrence M. le ministre et son cabinet. En effet, nous avons agi en commun en ce qui concerne l'infrastructure et les invitations. Sans votre aide, monsieur le ministre, je pense que nous n'aurions pas pu recevoir les nombreuses personnalités que nous avons auditionnées pendant nos travaux. Bien entendu, je voudrais aussi remercier les deux rapporteurs, MM. Moerman et Van Erps, qui, au-delà de leurs différences, ont fait un effort considérable pour aboutir à une note, emportant quasiment le consensus de toutes les familles politiques qui ont participé à nos discussions. Mes remerciements vont aussi à tous les parlementaires qui ont apporté un éclairage particulier à nos travaux, et ce quelles que soient leurs opinions. Qu'il me soit également permis de remercier le personnel de la Chambre : ceux qui assistent aujourd'hui à ce long débat, mais aussi ceux qui ont pris part aux travaux de la commission. Souvenez-vous, nos travaux avaient débuté avec la collaboration de M. Bracaval - qui fut appelé à d'autres fonctions - et ils se sont terminés avec Mme De Plancke, qui participe toujours à nos travaux au sein de cette commission.

Certains, comme M. Vanoost, ont dit que notre objectif était d'aboutir à des conclusions conduisant à une augmentation du budget de la Défense nationale. En ma qualité de président, j'ai tout fait pour que le débat ne soit pas uniquement budgétaire, même si je regrette que l'on n'ait pas pu y échapper. Il y a des moments privilégiés dans la vie parlementaire où on peut venir s'exprimer au sujet du budget. Cela a été abordé en commission et en séance publique et on ne nous a pas beaucoup entendus à ce moment-là. Mais aujourd'hui, nous revenons sur une discussion parfois purement technique ou purement budgétaire. Mais tel n'était pas l'objectif de nos travaux. Je crois que ce débat arrivait à son heure. Tout le monde l'a rappelé.

L'Europe a connu, ces dernières années, une évolution politique majeure, accompagnée d'une évolution stratégique importante. La situation des forces armées belges a évolué à la fois sur le plan budgétaire et sur le plan de personnel, par la fin du service militaire. Il y a eu aussi une évolution dans les missions et dans la stratégie, puisque partant de missions de défense, nous sommes arrivés à des missions humanitaires ou d'intervention à l'extérieur du territoire. Vu l'ensemble

de ces circonstances, il était important de faire le point et de déterminer le rôle que nous pouvions confier éventuellement à nos forces armées à l'aube d'un siècle nouveau.

Je pense qu'à travers nos travaux, nous avons renforcé le lien entre l'armée et la Nation. Je siège depuis de nombreuses années dans ce parlement et jamais nous n'avons eu autant de contacts avec les forces armées. Personnellement, je m'en réjouis.

J'ajoute à cet égard que je suis un peu déçu des réactions de la presse, qui se précipite toujours lorsque se produisent des événements dramatiques - et c'est normal - mais qui, lorsqu'un débat important se déroule pour cerner ou trouver des lignes de force sur le rôle des forces armées, semble en minimiser l'importance.

Mais peut-être cela est-il le résultat de cinquante ans de paix en Europe occidentale. C'est le résultat de la construction européenne, mais aussi des systèmes de défense communs notamment l'OTAN. Il y a actuellement des générations qui ne se rendent pas compte de l'importance que cela représente de vivre dans un pays en paix.

L'utilité d'un débat comme celui que nous menons est de convaincre les plus jeunes, ceux qui n'ont jamais connu la guerre, que c'est une chance qu'ils doivent à ceux qui ont pris des risques et qui ont assumé leurs responsabilités, tant sur plan politique, que budgétaire ou militaire.

Je rétorquerai à ceux qui sont venus à cette tribune qu'il ne faut pas se laisser aller à l'euphorie après cinquante ans de paix. C'est vrai : le communisme s'est effondré et le mur de Berlin est tombé.

Mais croire qu'il n'y a plus de menace est un peu trop optimiste. J'ai eu l'occasion, il y a quelques mois, de me rendre en Russie - pays auquel on a fait beaucoup référence quant à son évolution. Je ne suis pas toujours très rassuré. Peut-être y a-t-il un discours officiel mais quand je vois l'évolution politique, économique ou stratégique, j'estime qu'il faut rester prudent et ne pas céder à l'euphorie. A ceux qui ne voient les conséquences d'un drame guerrier qu'à travers des images, je dirai que notre visite en ex-Yougoslavie, et plus particulièrement à Bukovar, a été frappante. On y est confronté physiquement aux conséquences, à la fois du nationalisme et des guerres, au niveau de la population civile. Il faut toujours raison garder.

Jean-Pol Henry

Aux générations qui ont le bénéfice de la paix, je conseille de rester vigilant. Ce qui est fait au niveau du parlement en matière de défense n'est certes pas du travail inutile.

En ce qui concerne la méthode, il est vrai que les débats ont duré un certain temps. Mais nous avons voulu auditionner le plus grand nombre d'acteurs en la matière, aussi bien les plus hauts responsables au niveau militaire, que les organisations syndicales. Nous avons eu des orateurs de qualité au niveau international, que ce soient des ministres de la Défense d'autres pays, ou le secrétaire général de l'OTAN et le secrétaire général de l'UEO. Nous avons entendu des organisations pacifistes comme Pax Christi, ainsi que les représentants du monde économique. Pour ceux et celles qui veulent encore minimiser l'importance des auditions, après avoir entendu autant d'intervenants, j'estime qu'il est possible de tirer des conclusions et d'avoir une idée très claire quant au rôle à attribuer aux forces armées.

J'ajouterais que nous avons eu l'occasion de recevoir les trois représentants de pays qui adhéraient à l'OTAN. C'était des moments importants. Cela n'est peut-être pas mentionné dans le rapport. Je me souviens notamment de l'audition de M... qui était un leader de Solidarnosc. Dans ces pays qui ont connu le joug soviétique pendant 50 ans - je suis allé en Tchécoslovaquie au moment de la présence des forces de l'URSS -, toutes les familles politiques se rejoignent pour estimer qu'il faut faire partie de l'OTAN car ils connaissent l'importance de bénéficier d'un système de sécurité protégeant tous les citoyens.

Après un débat comme celui-ci, on devrait être d'accord sur des questions fondamentales ou des évidences. Un pays doit-il assurer la sécurité extérieure ou intérieure de ses concitoyens ? C'est un devoir pour un Etat d'assurer non seulement la sécurité intérieure, mais aussi la sécurité extérieure. A partir du moment où on admet cette évidence, on aboutit à la deuxième question. Un pays comme le nôtre peut-il assurer seul sa défense ? La réponse est également évidente, connaissant notre taille et nos moyens. Même si des critiques peuvent être émises vis-à-vis des organisations internationales, il est évident que nous ne pouvons assurer notre sécurité et notre défense qu'en faisant partie d'un système de sécurité international. Je reste donc partisan de la continuité : rester membre de l'OTAN et de l'UEO. La position de défense sur le plan européen est encore un peu fluctuante et

pas suffisamment marquée. Au sein de l'OTAN et à travers des alliances atlantiques, nous devrions déterminer beaucoup mieux encore l'identité européenne en matière de défense. Je ne ferai pas un procès à la Belgique à ce sujet car nous sommes des pionniers sur le plan européen. Mais vous remarquerez que, quelle que soit la composition des gouvernements, des grands pays ou des grandes nations européens veulent toujours garder une certaine indépendance, que ce soient la France ou la Grande-Bretagne récemment, en matière de défense.

Cela n'empêche pas que nous devons plaider pour un renforcement de l'identité européenne en matière de défense.

La défense a un coût. A partir du moment où on s'inscrit dans un système de collaboration internationale, il faut partager avec les autres pays les frais communs. Nous ne pouvons pas échapper à une participation financière à la défense commune. Ce débat n'était pas un débat budgétaire, mais nous n'avons pas échappé, en cette période préélectorale, à entendre les uns et les autres émettre leurs propositions en la matière. Il faut certes faire un effort dans le temps que l'on peut quantifier. Vous n'entendrez pas de ma part un engagement strict sur ce point. Il faudra tenir compte de tous les paramètres afin de faire des comparaisons avec d'autres pays. Il y a quelque temps, lors d'un déjeuner avec le président de la commission de la Défense néerlandaise, nous faisions des comparaisons entre les différents budgets. Il me disait qu'aux Pays-Bas, un effort tout à fait spécial était fait pour maintenir une marine néerlandaise parce que celle-ci avait des retombées sur les plans économique, social et de l'emploi. Lorsqu'un nouveau gouvernement sera formé, nous évaluerons, en fonction de la situation économique et budgétaire et des efforts réalisés dans l'un ou l'autre secteur, les efforts qui pourront être faits pour assurer à la Belgique une défense correcte tout en tenant compte des efforts supplémentaires que l'on nous demande - c'est peut-être aussi grâce à cela que nous avons une excellente image - à l'occasion d'interventions de l'armée belge à l'extérieur.

En ce qui concerne les missions, on s'aperçoit d'une évolution des missions confiées à l'armée depuis les changements intervenus sur le théâtre militaire. Les missions que me paraissent fondamentales concernent la défense du pays (donc l'article V), mais il y a de plus en plus d'interventions - justifiées ou pas - d'ordre humanitaire ou de maintien de la paix. Cela exige de nos

troupes une préparation encore plus spécialisée, une meilleure formation, un sens des responsabilités accru, un matériel approprié et une préparation au respect des valeurs humanitaires et des droits de l'homme.

Le débat n'est pas terminé en la matière. Il faut aussi débattre dans cette assemblée, au niveau des Relations extérieures, des missions que nous voulons confier à l'armée, celle-ci n'étant finalement qu'un outil au service du politique et les décisions devant être prises au niveau politique. Il faudra aussi discuter du rôle de l'OTAN, des missions que l'OTAN considérera comme prioritaires. Je suis en possession du compte rendu des réunions du Comité des présidents des commissions politiques et de défense de l'OTAN. En vue de préparer un sommet qui aura lieu à Washington, les intervenants sont demandeurs pour que l'OTAN définisse quelle sera sa stratégie et quelles seront les missions qu'elle veut se voir attribuer au-delà de l'article V.

On ne peut pas nier non plus que l'armée joue aussi un rôle sur le plan économique. A cause des affaires regrettables que nous avons connues en cette matière, des commissions ad hoc ont été mises en place pour examiner la manière dont les décisions doivent être prises. S'il faut être très exigeant quant à la qualité du matériel qui doit être acheté il faut aussi voir - j'ai toujours eu à cet égard une politique très claire - l'importance, dans tout le pays, des retombées sur le plan de l'emploi, sur le plan social et sur le plan technologique des commandes militaires.

Il est vrai que cette politique a parfois permis de soutenir des entreprises, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, qui auraient sans doute dû fermer sans les commandes militaires. J'attire votre attention sur une autre retombée positive des commandes militaires. Vous êtes d'ailleurs un témoin privilégié, monsieur Vanoost. Ces entreprises ont ainsi eu l'occasion de s'ouvrir à de nouvelles technologies, à de nouveaux marchés, d'être présentes en Europe et aux Etats-Unis, ce qui est un avantage non négligeable. En cette matière, il faut éviter toute hypocrisie. A partir du moment où l'on suit la logique de la défense des investissements pour des achats militaires, il serait ridicule de se priver, dans son pays, des retombées importantes qui en découlent sur les plans économique, social et de l'emploi.

Pour des progressistes comme moi et comme beaucoup d'entre vous, j'en suis persuadé, l'armée est avant constituée d'hommes et de femmes qui exercent

un métier difficile, pas toujours populaire, et se préparent à une tâche que chacun espère ne jamais devoir remplir. S'il y a des retombées économiques, il y a aussi des retombées en matière d'emplois directs puisque, avec un budget de 100 milliards, ce sont encore 45 000 personnes, civils y compris, qui ont un emploi grâce à ce budget. J'insiste sur le fait que la Défense nationale est un service public qui doit mériter toute notre attention et notre soutien, en donnant à ses membres une formation technologique, psychologique, civile et démocratique de la plus grande qualité. A côté des militaires de carrière, le rôle des civils au sein des forces armées a toute son importance, ainsi que beaucoup d'entre vous l'ont souligné.

Dans les relations entre le monde politique et l'armée, je constate une évolution depuis quelques années, en tout cas depuis le temps où je faisais mon service militaire, entre la gauche et l'armée. A l'époque, la lecture du journal "Le Peuple" était quasiment censurée et, lors des exercices tactiques, l'ennemi était toujours en rouge ! Lors d'une visite récente, j'ai découvert que l'ennemi était en bleu... C'est peut-être la raison pour laquelle le VLD s'est abstenu ! (Sourires) Entre partis démocratiques, nous nous devons d'entretenir des relations correctes avec les hommes et les femmes qui travaillent au sein des forces armées. Ceux qui connaissent un peu la sociologie de l'armée et des hommes politiques savent que nous avons toujours entretenu de bonnes relations avec l'armée, que ce soit Arlon, avec son bourgmestre M. Larcier, ou M. Collignon à Amay, avec le 4ème Génie. Je vous l'ai souvent dit, monsieur le ministre, à Charleroi qui est une ville à majorité socialiste absolue, nous avons toujours eu d'excellentes relations avec le 2ème Chasseur Ardennais et nous avons considéré comme une perte le fait que le 2ème Chasseur ait dû quitter la ville de Charleroi.

Il est important de renforcer les liens entre l'armée et la nation. Beaucoup de voies dans ce sens sont tracées dans ce rapport. Lorsque les élus d'un pays croient en la nation, les institutions qui en découlent sont souvent aussi plus populaires. En France, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, l'armée bénéficie souvent d'un plus grand soutien populaire que dans des pays comme le nôtre où j'ai parfois l'impression que les élus ne croient plus tellement en la nation. Notre premier objectif de mandataires d'une assemblée fédérale, ne devrait-il pas être de

renforcer le rôle de la nation et de tenir un langage cohérent ? Quand je vois les textes qui sont votés par certains partis dans des assemblées régionales, je suis parfois pessimiste. Je ne pense pas que ce soit un signal clair pour renforcer l'image et la cohérence de la nation.

Sortons de ce clivage communautaire, de cette hypocrisie. En effet, les membres du Nord du pays me semblent parfois gênés de voter le budget de la Défense nationale, tout en se réclamant de l'étiquette pacifiste. On se déclare pacifiste et par ailleurs, on revendique une augmentation de 3% du budget de la Défense nationale.

Je ne voudrais pas raviver des souvenirs récents, mais on sait que des familles politiques ont été financées par l'industrie d'armement. On ne veut pas d'une telle armée, mais à l'aide d'une balance d'apothicaire, on s'assure de la présence de 60% de néerlandophones et de 40% de francophones ! On va même jusqu'à se rendre à Strasbourg, base de l'Eurocorps, afin de constater si la parité linguistique est bien respectée au sein de l'état-major, parmi les officiers et les sous-officiers !

On est toujours interpellé sur la modernisation des F-16, à croire que la force aérienne est quasiment franco-phone, alors que l'exemple de Barco attestait que des industries flamandes avaient également été impliquées dans la modernisation des F-16. Toutefois, la modernisation des frégates ou des dragueurs de mines est un sujet que nos collègues du Nord n'abordent jamais.

On veut établir un lien entre l'armée, la nation et la jeunesse et la première démarche d'un ministre régional flamand est de ne pas avoir de contacts. On voudrait schématiser l'image, selon laquelle les Wallons ne sont pas des pacifistes, au contraire des Flamands. Croyez-moi, ce n'est pas le reflet exact de la réalité !

Je voudrais que mes collègues n'aient pas cette pudeur de notaire, en votant des mesures avant de s'en retourner devant leur électoral pour proclamer leurs idées pacifistes. Pour mon parti, il est du devoir d'un Etat d'assurer la sécurité de ses citoyens tant sur le plan intérieur qu'extérieur et nous considérons la défense nationale, assurée par des hommes et des femmes, comme un service rendu à la nation. L'armée doit donc être un corps, uniquement au service de la démocratie et porteur, dans son action, des valeurs démocratiques, sur lesquelles nous devrions normalement tous nous accorder : des valeurs de liberté, d'indépendance, d'égalité, de tolérance et de solidarité.

Le président : La parole est au ministre.

M. Poncelet, vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie : Monsieur le président, je ne dissimulerai pas ma satisfaction de voir enfin aboutir, aujourd'hui, ce débat que j'avais souhaité. J'ai plaidé pour qu'il se déroule, ici, au parlement, lieu privilégié de la démocratie. C'est donc l'endroit par excellence, où les forces armées rendent des comptes, dans les régimes politiques tels que je les conçois et comme sans doute, la grande majorité de ceux qui sont ici les conçoivent. C'est une opportunité, dont on s'était passé en 1992. Faute de l'avoir saisie, on a alors décidé, dans la précipitation, d'un plan de restructuration, dont l'application a posé et pose aujourd'hui encore des problèmes majeurs pour l'avenir des forces armées.

Je me félicite de la qualité du travail effectué par la commission, d'abord, à l'initiative de son président, par ses deux co-rapporteurs, ensuite, un travail nourri au départ par les exposés et les auditions de personnalités de haut niveau et académiques éminents.

Avant d'en analyser les conclusions, permettez-moi de mettre brièvement l'exercice en perspective, au terme d'une décennie de profonds bouleversements et à l'aube d'un nouveau siècle. 1989-1999, dix ans après la chute du mur de Berlin, le monde ne présente plus le même visage. Nous sommes passés d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, dominé par les Etats-Unis. Notre alliance va réussir, dans quelques semaines, l'intégration progressive de plusieurs de ses anciens ennemis au sein même de notre solidarité.

L'économie s'est mondialisée. Nous subissons plutôt que nous maîtrisons l'explosion d'Internet et des réseaux de l'information. Nous avons réussi l'union monétaire européenne.

Dans la foulée, les forces armées ont, elles aussi, changé de visage, remodelées par le plus important plan de restructuration qu'elles aient connu depuis cinquante ans : suspension du service militaire, réduction de moitié de leurs effectifs et de leur équipement, gel du budget de la Défense; vous en avez décrit tous les symptômes. En même temps, leur était confiée l'exécution des plus importantes missions à l'étranger depuis la seconde guerre : en ex-Yugoslavie, en Somalie, au

Poncelet

Rwanda, au Cambodge. Vous en connaissez les conséquences : le déséquilibre du budget, le vieillissement du personnel, la crise d'identité, l'usure du matériel.

Tout ceci dans un contexte national ébranlé par les événements de l'été 96 et par les "affaires", sources d'une grave crise de conscience des citoyens dans les plus importantes de nos institutions. Bref, largement de quoi débattre.

En avril 1997, en introduction à ce débat que j'avais souhaité, je dressais l'état de la situation et j'attrairais l'attention de la commission sur une série de problèmes et soumettais à sa réflexion un éventail de questions. Son rapport de synthèse émet des recommandations et indique des orientations sur lesquelles je me réjouis qu'un consensus ait pu être trouvé.

Welnu, wat was het vertrekpunt van de analyse ? De conclusies van de commissie bevestigen vooreerst een aantal fundamentele keuzes als het inpassen van de Belgische defensie- en veiligheidspolitiek in een collectief Europees en transatlantisch kader. Terzelfdertijd getuigen deze conclusies van visie op de toekomstige evolutie van de Euro-atlantische veiligheids- en defensiestructuur. De conclusies van de commissie lopen inderdaad in zekere zin vooruit op de resultaten van de discussies die thans binnen de alliantie worden gehouden. Deze moeten op 24 en 25 april eerstkomend uitmonden in de aanvaarding van een nieuw strategisch concept door de top van Washington. Dit nieuwe concept zal onder meer een nieuw evenwicht vastleggen tussen de traditionele en de nieuwe taken van de NAVO. De collectieve defensie - artikel 5 van het Verdrag van Washington - zal er opnieuw als de essentiële bestaansreden van de alliantie worden bekrachtigd, iets wat u in uw conclusies ook doet. U bestempelt de collectieve defensie als de hoeksteen van de Belgische en Europese defensiepolitiek. Voor België is het immers van kapitaal belang dat de verworvenheden van de laatste 50 jaar NAVO behouden blijven. De transatlantische solidariteit blijft immers de beste garantie voor de collectieve veiligheid en voor de bescherming tegen het gevaar van het hernationaliseren van de defensie-inspanning.

Om in een bredere geografische context het hoofd te kunnen bieden aan bedreigingen van een nieuw type, die op de veiligheid en de stabiliteit van de ieden wegen, zal het nieuwe concept daarenboven aan de NAVO nieuwe opdrachten toewijzen buiten het grondgebied van de alliantie. Deze

opdrachten duidt u duidelijk aan door in uw synthese te spreken over het bevorderen van de veiligheid en stabiliteit in een bredere omgeving. De crises die sedert het vallen van het IJzeren Gordijn de kop opstaken, hebben de alliantie ertoe gebracht nieuwe taken op zich te nemen. Wie destijds het einde van de NAVO voorspelde omdat deze geen nut meer zou hebben, werd snel geconfronteerd met het voorbeeld van de Balkan. Deze crisis toonde na de Koude Oorlog het vernieuwde belang aan van de NAVO op het gebied van Europese veiligheid. De alliantie neemt zich vanaf nu voor heel te nemen aan vredesoperaties buiten haar grondgebied. In dit kader toonde de NAVO in Bosnië dat haar performant militair apparaat zich had aangepast aan de nieuwe conflict situaties waarmee Europa werd geconfronteerd.

De crisis in Kosovo is vandaag een nieuwe uitdaging voor de Atlantische alliantie. Zij kan in zekere zin worden beschouwd als een testcase *avant-la-lettre* voor het nieuwe strategische concept. De crisis in Kosovo confrontereert Europa opnieuw met zichzelf, met zijn verantwoordelijkheid en met zijn ambitie. Bij gebrek aan een gemeenschappelijke visie en aan aangepaste instrumenten, slaagde Europa er tot op vandaag niet in een passend, coherent en eigen antwoord te vinden op de uitdagingen en de risico's die zich sedert het einde van de Koude Oorlog in zijn voortuin voordeden. Dit gebrek aan politieke wil en aan diplomatiek en militair vermogen heeft Europa ertoe verplicht zich achter Amerikaanse initiatieven te scharen en de VS te volgen, die de NAVO gebruiken voor een strategische visie die hoofdzakelijk in Washington wordt bepaald. Wat een tegenspraak ! Hoe zou ons Europa, het economisch verenigde Europa, zich tevreden kunnen stellen met een embryonale gemeenschappelijke buitenlandse en veiligheidspolitiek die onder de hoede staat van onze voornaamste commerciële concurrent ! Sedert de Europese top van Pötschach in Oostenrijk in oktober 1998 en vooral sedert de verklaring van Saint-Malo in december 1998 klaart de horizon gelukkig op en beginnen zich contouren van een Europese defensie af te tekenen.

De veranderde houding van onze Engelse bondgenoot opent de deur naar dialoog en laat een versterkte samenwerking verhopen, wat op het terrein bevestigd wordt door het recente Europese optreden in verband met Kosovo. De verslechtering van de situatie in Kosovo bood de Fransen en

de Britten de mogelijkheid een begin te maken met de uitvoering van hun intenties en de leiding te nemen van een gemeenschappelijke interventie. Door de oorlogvoerende partijen in RamboUILet samen te brengen en door de inzet van troepen in het vooruitzicht te stellen indien noodzakelijk, hebben Fransen en Britten terug het initiatief aan Europa gegeven. Dit is een belangrijke evolutie waarvan de Verenigde Staten akte moeten nemen, wat zij inderdaad hebben gedaan. Ze ligt in de lijn van de hervorming van de NAVO die in de alliantie een Europese defensie-identiteit wil ontwikkelen.

De verklaring van Saint-Malo sluit ook aan bij de wens van het geheel van Europese partners die, zoals ik tijdens de ministeriële vergaderingen van NAVO en WEU steeds deed, pleiten voor een dringend te organiseren open debat en diepgaande discussie over defensievraagstukken.

Ik treed het pleidooi van de commissie voor een transatlantische band en meer Europa volkomen bij. Zij herinnerde overigens terecht aan de gevolgen van het lidmaatschap van een alliantie : er zijn niet alleen rechten maar ook plichten, onder meer de *burden sharing* en een aantal verbintenissen waarvan sommige een militair karakter hebben. De commissie stelt duidelijk dat de *fair share* van België bepaald wordt door ze te vergelijken met die van Denemarken, Noorwegen en Nederland. Ik onderstreep eveneens de noodzaak van het geleidelijk convergeren van de defensie-inspanningen van de verschillende Europese landen, wat voor België een inhaleerbeweging inhoudt. Wij hebben de afgelopen tien jaar samen de kracht van zo'n convergentieconcept aangetoond.

Les missions

Le point de départ et le cadre ainsi définis, la commission distingue les missions principales et les missions accessoires et subsidiaires. Elle introduit une nouveauté en considérant comme missions principales des forces armées, d'une part, la défense et la sécurité dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO; d'autre part, le maintien de la paix, entre autres sous l'égide de l'ONU, formalisant ainsi une situation existante.

Hier en Croatie, aujourd'hui en Bosnie, au sein de la SFOR, à Amendola avec la Join Falcon, au Kosovo, les forces armées exécutent déjà depuis quelques années les nouvelles missions que la commission juge devoir être les leurs. Elles sont prêtes à en exécuter d'autres que le gouvernement leur confierait à l'avenir dans le cadre des engagements

Poncelet

internationaux de notre pays et conformément à la note de politique générale sur la participation de la Belgique à des opérations de maintien de la paix, avec cependant une difficulté majeure sur laquelle je reviendrai : le montant fixe et limité prévu annuellement dans le budget pour de pareilles opérations.

La commission souligne par ailleurs le caractère mixte civilo-militaire de plus en plus marqué des opérations de paix et appelle à une collaboration interdépartementale. A cet égard, d'une certaine manière, combien de francs dépensés par la Défense nationale sont autant de francs dépensés en moins par d'autres départements, par exemple, par le ministère de l'Intérieur.

Dans la foulée, la commission fait remarquer de manière très explicite que le maintien de l'ordre est une tâche policière; un message on ne peut plus clair à l'intention de ceux qui voudraient recourir aux militaires pour assurer la sécurité dans les rues de nos villes. Les militaires ne sont ni formés ni équipés ni d'ailleurs disponibles pour ce type de travail, faut-il le répéter.

A côté des missions principales, la commission évoque les missions accessoires et subsidiaires. A cet égard également, les forces armées font preuve de leur disponibilité depuis très longtemps. Elles remplissent leur contrat en effectuant de nombreuses missions humanitaires pour aider les ONG internationales. Par exemple, la Force aérienne belge a effectué en 1998 plusieurs vols à destination de la Tanzanie, de l'Angola, du Congo-Brazzaville, ainsi que, tout récemment, des largages de vivres au Sud-Soudan, sans parler des missions de déminage au Cambodge et au Laos.

Par ailleurs, et conformément à la note de politique générale du gouvernement déjà citée, les forces armées ont participé activement à la mise sur pied d'une capacité africaine de maintien de la paix.

Dans ce cadre, des instructeurs ont été envoyés au Sénégal et au Ghana et le seront bientôt en Afrique du Sud afin de transmettre aux bataillons africains leur expérience en matière de maintien de la paix.

Dans le cadre de l'aide à la nation ou l'aide aux tiers, les forces armées exécutent régulièrement une série de tâches pour les autres départements et répondent ainsi à des requêtes émanant des milieux associatifs.

Tous les jours, son service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs est à l'oeuvre.

Cette année, l'armée a aidé la population frappée par les inondations avec près de deux mille hommes et un matériel considérable.

Hier encore, elle contribuait concrètement à ouvrir à la circulation routière les autoroutes enneigées.

Je rejoins le point de vue de la commission lorsqu'elle demande que l'on réalise de meilleures synergies entre les forces armées, la protection civile et les services d'incendie.

Devant la diversification et l'apparition de nouveaux risques dits transverses qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité des citoyens et dans un souci de plus grande efficacité, il faut repenser la collaboration entre des services de défense et de sécurité conçus au temps de la guerre froide et redéfinir pour la prochaine législature le rôle d'un corps bien organisé comme l'armée dans notre politique de sécurité au sens le plus large.

Een volgend punt betreft de middelen en eerst en vooral het personeel. De invoering van nieuwe afvloeiingsmaatregelen heeft het mogelijk gemaakt het overaantal militairen weg te werken. Tweeduizenddriehonderd personen profiteerden van deze maatregel. Toch zijn er nog te veel onderofficieren, wat in het nadeel van het aantal vrijwilligers speelt. Zoals u aanbeveelt, moeten de afvloeiingsmaatregelen voor deze onderofficieren worden verlengd en eventueel verbeterd, zodat de rekrutering van jong personeel mogelijk wordt. Deze jongeren kunnen dan tenminste tien jaar in operationele eenheden worden ingezet.

De vergrijzing bestrijden en de leeftijdspiramide weer gezond maken, vormen een absolute prioriteit. Jong personeel is absoluut noodzakelijk om de operationele eenheden toe te laten hun opdrachten uit te voeren. Het is volstrekt noodzakelijk een groter aantal jonge vrijwilligers op korte termijn prioritair te rekruteren voor een periode van drie tot vijf jaar. Er werden reeds maatregelen genomen om de aantrekkelijkheid van het statuut te verbeteren, onder meer door het invoeren van twee nieuwe graden, het recht op een vormingsverlof en een herklasserings-premie. Het dient nog verder te worden verbeterd door te voorzien in vormingen, zodat de kortetermijnvrijwilliger zich opnieuw in de maatschappij kan inpassen na een contract met het leger.

Ten slotte moeten in het kader van dezelfde zorg voor het operationele karakter van de eenheden, burgers worden in dienst genomen. Deze moeten in eerste instantie worden

ingezet in functies die continuïté en specialisatie vergen. De rekrutering van burgers is vandaag gedeblokkeerd.

De vorming van onderofficieren moet, zoals in verscheidene studies en rapporten wordt beklemtoond, worden verbeterd. Zo kunnen ze hun opdracht van omkadering beter uitvoeren.

Voorts moet de voorbereiding van alle categorieën van personeel op vredesmissie in het buitenland worden verbeterd. Aanpassingen aan programma's en training liggen op dit moment voor ter studie.

De commissie beklemtoont eveneens dat de reserve een essentieel onderdeel vormt voor de strijdkrachten in het kader van de uitvoering van opdrachten en vraagt dat met voorrang het statuut van de reserve zou worden geregeld. Hieraan wordt gewerkt en de commissie werd hierover ingelicht.

Het wetsontwerp betreffende het administratief statuut van de reserve werd op 8 januari 1999 door de Ministerraad goedgekeurd. Het ligt op dit moment bij de Raad van State voor advies. Het zou begin maart bij het parlement moeten worden ingediend, zodat hierover nog vóór het einde van de legislatuur kan worden gestemd. Dit zou betekenen dat de proefperiode van twee jaar nog dit jaar kan worden gelanceerd en dat vóór het einde van het jaar de eerste driehonderd reservisten kunnen worden gerekruteerd.

De gesprekken over het pecuniair statuut van de reserve werden eveneens opgestart. Voor een sociaal statuut werd een interdepartementale werkgroep opgericht, die de betrokken sociale departementen en dit van begroting groepeert.

Parallel met de discussie over de interministeriële werkgroep werd vooropgesteld dat contacten zouden worden gelegd met vertegenwoordigers van de ondernemers. Ze zullen worden ingelicht over de gevolgen van het lidmaatschap als reservist en deze die dat impliceert voor de werkgever.

De jeugd heeft spontaan interesse getoond zodra de goedkeuring van het wetsontwerp door de regering bekend werd. Meer dan vijfhonderd jongeren drukten de wens uit deel te kunnen uitmaken van de vrijwillige reserve. Dit vormt het bewijs dat er een positieve bereidheid bestaat bij de jeugd, zowel in het Noorden als in het Zuiden van het land.

Wat het materieel betreft, hebben gezond verstand en scherp inzicht de commissie ertoe gebracht aan te bevelen dat het materieel dat wordt

Poncelet

aangeschaft in de eerste plaats moet dienen voor de collectieve verdediging. Dit materieel kan immers eveneens worden ingezet voor andere opdrachten, wat omgekeerd niet altijd het geval is.

Er worden nog andere criteria ingeroepen, zoals interoperabiliteit in het kader van de NAVO en van de WEU en flexibiliteit en mobiliteit die nodig zijn om polyvalente strijdkrachten te hebben. Het is volgens de commissie belangrijk om op het vlak van de inzet een zekere autonomie te behouden zolang er geen Europees leger bestaat als instrument van de Europese buitenlandse politiek. De schijf 1996, 1997 en 1998 van het investeringsplan op middellange termijn dat in 1996 werd aanvaard, zijn uitgevoerd. De schijf 1999 werd goedgekeurd waardoor investeringen kunnen worden gelanceerd. Voor de toekomst zijn een investeringsplan op lange termijn, samen met een politiek en middelen voor *research and development* onmisbaar om onze industrie op Europees vlak te promoten. Ik ben er, net als de commissie, van overtuigd dat België een rol te spelen heeft in de opbouw van een Europese bewapeningsindustrie. Concreet zal zich dat bijvoorbeeld vertalen in het deelnemen aan Europese samenwerkingsprojecten die vaak zeer duur, maar absoluut noodzakelijk zijn, zoals de verkennings- en communicatiesatellieten. Er is een grote nood aan een Europese inlichtingenpolitiek.

De commissie vraagt de structuur van de strijdkrachten te vereenvoudigen door de administratieve kant ervan te verminderen ten voordele van het operationele aspect ten einde een gemakkelijke integratie op Europees en internationaal niveau toe te laten. Verscheidene initiatieven werden in die zin genomen en gerealiseerd. Denk maar aan de samenwerking met onze naaste buren Nederland, Frankrijk en Luxemburg. Dit moet worden voortgezet. De bezinning over de hervorming van de staven, die door de commissie was voorgesteld, is reeds aangevat in de strategische denkoefening *Vision 2015*. De realisatie van deze onmisbare hervorming zal een van de voornaamste taken zijn van mijn opvolger.

Enfin, je voudrais insister sur trois objectifs qui me paraissent essentiels pour l'avenir des forces armées, qui ont guidé la politique que j'ai menée jusqu'à présent et qu'il faut selon moi poursuivre encore davantage. On les retrouve d'ailleurs exprimés plus d'une fois dans les recommandations de la commission.

Le premier objectif est la cohérence et la continuité. Cohérence entre les choix et les politiques suivies, entre les

engagements et les moyens disponibles pour les honorer. Je ne puis donc qu'applaudir la commission lorsqu'elle revendique la nécessité, pour notre pays, de conserver une défense crédible au sein de l'OTAN et qu'elle fixe comme but à terme, de pouvoir soutenir la comparaison avec les partenaires de l'OTAN tels que le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas. Lors de ces différentes rencontres avec l'OTAN à Washington et à Bruxelles, sans doute l'attention de la commission a-t-elle été attirée sur l'attitude incohérente de la Belgique, pays hôte du Shape et de l'OTAN mais un des derniers de la classe en ce qui concerne la part de son budget affectée à la défense. Cette comparaison avec trois autres petits pays va nous conduire, dans un effort de convergence, à augmenter progressivement le budget de la défense à partir de la prochaine législature. Cette augmentation et l'objectif assigné au prochain gouvernement de restaurer un équilibre des différentes composantes du budget au profit des investissements et donc de la modernisation du matériel, vont dans le sens de cette nécessaire cohérence, indispensable pour assurer à terme la continuité du rôle, des tâches et des missions des forces armées. Cohérence entre les missions demandées aux forces armées et les ressources octroyées pour les réaliser, cohérence entre les exigences de la société et les réponses apportées par le monde politique. C'est pourquoi je voudrais rappeler à nouveau que la limitation arbitraire à un milliard de francs du montant prévu annuellement dans le budget actuel pour les opérations extérieures pose des problèmes considérables qui pourraient avoir de graves conséquences sur la sécurité des militaires envoyés en mission. Je voudrais éviter autant que possible ce genre de risque à l'avenir et je pense donc que si l'on impose à la Défense nationale de prendre en charge dans son budget le dépassement du milliard prévu, cela se fera inévitablement aux dépens des investissements en équipements et en matériels, ce qui n'est pas l'objectif recherché.

Le deuxième objectif est la coopération et l'intégration. La voie est à l'intégration et à la coopération à tous les niveaux et dans tous les domaines. Je pense qu'au plan national d'abord, il faut davantage développer à l'intérieur des forces armées une politique interforces qui vise à regrouper tâches et services communs, dans un souci d'efficacité et d'utilisation rationnelle des moyens disponibles. Ce n'est pas le plus facile, j'en conviens. Dans le domaine de l'aide à la nation, il faut promouvoir la coopération entre les

differents départements et les services chargés d'assurer la sécurité des citoyens et de leur apporter secours en cas de sinistre et de catastrophe. Dans le domaine de la recherche et du développement, il importe de rapprocher les activités militaires et civiles, de favoriser la coopération entre la Défense et les autres départements, en insistant sur les synergies et les économies d'échelle, à l'instar de la démarche que j'ai entreprise vers quatre départements en ce qui concerne les satellites. Dans le domaine de la Fonction publique, il faudra explorer les possibilités de formations communes pour les fonctionnaires et les militaires, par exemple au sein des enseignements prodigués à l'Institut royal supérieur de Défense. Dans le cadre des missions extérieures, il faut une coopération interdépartementale plus poussée. L'excellente collaboration - et je voudrais la souligner à nouveau - développée entre la Défense nationale et les Affaires étrangères au cours de la législature devrait être étendue à d'autres départements. Je pense au Commerce extérieur, à la Coopération au développement, étant donné la place de plus en plus grande qu'occupe la coopération civilo-militaire dans les missions de paix. Je vise la reconstruction des infrastructures, la remise sur pied d'un environnement social et économique normal et le retour des réfugiés. Cette coopération et cette intégration doivent également s'inscrire au plan européen et international : davantage de coopération avec les forces armées de nos voisins, développement de synergies avec les autres partenaires européens, participation aux programmes européens de recherche et développement.

Dans la perspective d'une défense européenne que tout le monde espère, on ne saurait assez encourager les initiatives qui permettent d'avancer sur la voie de l'intégration. On ne saurait assez insister non plus sur la collaboration avec toutes les organisations internationales au service de la paix et de la stabilité sur notre continent et sur leur rôle complémentaire dans l'architecture de sécurité et de défense européennes.

Troisième objectif : la qualité. Après un plan de restructuration surtout quantitatif, marqué par des réductions, des fermetures et des dégagements, les forces armées ont besoin d'une réforme qualitative. J'ai voulu en jeter les bases en commandant une série d'études et en prenant, dans la foulée, certaines initiatives. Les pistes ouvertes rejoignent sur plusieurs points les recommandations de la commission.

Poncelet

Cette réforme qualitative doit être poursuivie dans tous les domaines : la formation, la communication, la gestion des ressources humaines, le matériel, l'équipement. Et aucune autre restriction ultérieure éventuelle ne peut être envisagée sans procéder à une analyse qualitative.

Relever le niveau de formation des sous-officiers, assurer une préparation approfondie des militaires envoyés en opérations extérieures, améliorer l'équipement individuel des militaires, renforcer l'accompagnement psychosocial des militaires en opérations et le soutien à leur famille, lutter contre les comportements racistes, lutter contre la drogue, le harcèlement sexuel, résoudre les problèmes de société qui sont aussi vécus par les militaires - citons l'alcool, l'éclatement familial ou l'endettement -, améliorer la communication interpersonnelle entre les niveaux supérieurs et les niveaux inférieurs, organiser des actions de relations publiques, des contacts avec la jeunesse, etc. Le programme est large.

Aujourd'hui et demain, l'accent doit être mis sur ce type d'actions qualitatives. Motivation et mieux-être des hommes et des femmes qui composent l'institution, évolution des mentalités et des compétences sont essentielles dans une période de transformation et de changements culturels.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik kom tot mijn besluit. Het proces van erkenning van het leger, als instelling, met een nieuwe rol, een nieuwe functie en nieuwe opdrachten gaat niet vanzelf.

Het was noodzakelijk dat de politici de rol, de functie en de opdrachten herdefinieerden en herformuleerden. Dat is wat de commissie vandaag doet met de voorstelling van het synthese-rapport. Dit rapport zal een soort van oriënteringsnota en een zeer nuttig lastenboek voor de volgende legislatuur zijn.

Naast dit mooi voorbeeld van democratisch debat is ook bij de strijdkrachten zelf een diepgaande reflexie noodzakelijk. De strijdkrachten hebben de conclusies van het groot debat niet afgewacht om zich te beraden over hun toekomst. Getuige daarvan is de strategische denkoefening *Vision 2015*.

Deze oefening werd enkele maanden geleden opgestart en de werkgroep houdt de commissie op de hoogte van haar werkzaamheden. Deze oefening wil, op basis van de opdrachten die door het parlement voor de strijdkrachten vastgelegd worden, een strategie

uitwerken die moet toelaten de opdrachten uit te voeren en een optimaal gebruik van de beschikbare middelen te verzekeren.

Il faut également des efforts de communication interne. Organiser au sommet des forces armées l'exercice "Vision 2015" est un élément important de la réflexion, mais un élément seulement car il est essentiel, d'une part, que ces nouvelles idées circulent et soient comprises jusqu'aux échelons les plus bas et, d'autre part, que l'on tienne compte de ce qui se passe à la base.

Il faut enfin des efforts de communication externe vers la société civile. Informer l'opinion publique de manière exacte et transparente, entretenir de façon dynamique le lien entre l'armée et la nation est essentiel pour que la Défense nationale soit reconnue comme l'expression démocratique d'une solidarité et d'une volonté collective de la société.

Le débat doit se poursuivre, précise le rapport, sous la forme d'un dialogue permanent entre les politiques, les citoyens et les militaires. Comme l'a dit André Dumoulin, chercheur au GRIP, l'exercice lancé n'est pas un aboutissement, mais un commencement. L'essentiel est peut-être moins de conclure le débat que de l'avoir lancé. Car il ne suffit pas d'achever des chantiers, il faut ouvrir des perspectives. A ce titre, je sais gré à la commission et à son président d'y avoir très largement contribué.

De **voorzitter**: De besprekking is gesloten.

La discussion est close.

Aux conclusions et recommandations de la commission (chapitre X du rapport) les amendements n°s 3, 5, 2, 1, 6 et 4 ont été déposés par M. John Spinnewyn.

Op de conclusies en aanbevelingen van de commissie (hoofdstuk X van het verslag) werden de amendementen nrs. 3, 5, 2, 1, 6 en 4 ingediend door de heer John Spinnewyn. (1955/3)

Le vote sur les amendements, les conclusions et recommandations est réservé.

De stemming over de amendementen, de conclusies en aanbevelingen wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements réservés, les conclusions et recommandations aura lieu ultérieurement.

De stemming over de aangehouden amendementen, conclusies en aanbevelingen zal later plaatsvinden.

Wetsontwerpen en voorstellen

Projets de loi et propositions

De **voorzitter**: Aan de orde is de besprekking van het **wetsontwerp betreffende de exclusieve economische zone van België in de Noordzee (1902/1 tot 3)**.

L'ordre du jour appelle la discussion du **projet de loi concernant la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord (1902/1 à 3)**.

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles. (Rgt 66,4)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de besprekking van de artikelen. (Rgt 66,4) (1902/1)

De algemene besprekking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Mevrouw Lisette Croes, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

Vraagt iemand het woord ? (Nee) De algemene besprekking is gesloten.

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non) La discussion générale est close.

Wij vatten de besprekking van de artikelen aan.

Nous passons à la discussion des articles.

- *De artikelen 1 tot 11 worden artikel per artikel aangenomen.*

- *Les articles 1 à 11 sont adoptés article par article.*

Op artikel 12 werd een amendement nr. 1 ingediend door de regering.

A l'article 12 l'amendement n° 1 a été déposé par le gouvernement. (1902/3)

De stemming over het amendement en het artikel 12 wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article 12 est réservé.

- *De artikelen 13 tot 16 worden artikel per artikel aangenomen.*

- *Les articles 13 à 16 sont adoptés article par article.*

A l'article 17, l'amendement n° 3 a été déposé par le gouvernement.

Op artikel 17 werd een amendement nr. 3 ingediend door de regering. (1902/3)

Le vote sur l'amendement et l'article 17 est réservé.

voorzitter

De stemming over het amendement en het artikel 17 wordt aangehouden.

A l'article 18, l'amendement n° 2 a été déposé par le gouvernement.

Op artikel 18 werd een amendement nr. 2 ingediend door de regering. (1902/3)

Le vote sur l'amendement et l'article 18 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 18 wordt aangehouden.

- *Les articles 19 à 29 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 19 tot 29 worden artikel per artikel aangenomen.*

A l'article 30, l'amendement n° 4 a été déposé par le gouvernement.

Op artikel 30 werd een amendement nr. 4 ingediend door de regering. (1902/3)

Le vote sur l'amendement et l'article 30 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 30 wordt aangehouden.

- *Les articles 31 à 36 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 31 tot 36 worden artikel per artikel aangenomen.*

A l'article 37, l'amendement n° 5 a été déposé par le gouvernement.

Op artikel 37 werd een amendement nr. 5 ingediend door de regering. (1902/3)

Le vote sur l'amendement et l'article 37 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 37 wordt aangehouden.

A l'article 38, l'amendement n° 6 a été déposé par le gouvernement.

Op artikel 38 werd een amendement nr. 6 ingediend door de regering. (1902/3)

Le vote sur l'amendement et l'article 38 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 38 wordt aangehouden.

A l'article 39, l'amendement n° 7 a été déposé par le gouvernement.

Op artikel 39 werd een amendement nr. 7 ingediend door de regering. (1902/3)

Le vote sur l'amendement et l'article 39 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 39 wordt aangehouden.

- *Les articles 40 à 62 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 40 tot 62 worden artikel per artikel aangenomen.*

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De artikelsgewijze bespreking is gesloten. Over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later worden gestemd.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés (amendé par le Sénat) (1561/11 à 14).

Aan de orde is de besprekking van het wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren (geaandeed door de Senaat) (1561/11 tot 14).

Les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement. (Rgt 68)

Er wordt geen algemene besprekking in plenaire vergadering gehouden over een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders heeft beslist. (Rgt 68)

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles. (Rgt 66,4)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de besprekking van de artikelen. (Rgt 66,4) (1561/14)

Wij vatten de besprekking van de artikelen aan.

Nous passons à la discussion des articles.

Er werden geen amendementen ingediend.

Aucun amendement n'a été déposé.

- *Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.*

- *De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.*

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De artikelsgewijze besprekking is gesloten. Over het geheel zal later worden gestemd.

Aan de orde is de besprekking van het voorstel van resolutie van de heer Rony Cuyt betreffende de bevordering van de hoogtechnologische uitrusting van voertuigen en wegen-infrastructuur in het belang van de mobiliteit in het algemeen en de verkeersveiligheid in het bijzonder (1601/1 tot 6).

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution de M. Rony Cuyt relative à l'installation d'appareils de haute technologie sur les véhicules et les voies de circulation en vue d'améliorer les conditions de circulation et d'accroître la sécurité routière (1601/1 à 6).

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 66,4)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de besprekking. (Rgt 66,4) (1601/5)

De besprekking is geopend.

La discussion est ouverte.

De heer Julien Van Aperen, rapporteur, die wegens ziekte verontschuldigd is, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

Vraagt iemand het woord ? (Nee) De besprekking is gesloten.

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non) La discussion est close.

L'amendement n° 4 a été déposé par M. Michel Wauthier.

Amendement nr. 4 werd ingediend door de heer Michel Wauthier. (1601/6)

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Vraagt iemand het woord ?

La parole est à M. Jean-Paul Moerman.

M. Jean-Paul Moerman (PRL-FDF) : Monsieur le président, M. Wauthier m'a demandé de proposer la justification de l'amendement qu'il a présenté. L'amendement porte, au point 1, entre les mots "d'une boîte noire" et les mots "d'un limiteur", sur l'insertion des mots "pour les véhicules d'un poids maximal inférieur à 3,5 tonnes enregistrant les paramètres de conduite au cours des 30 secondes qui précèdent un accident".

La justification est évidemment d'éviter les mouchards qui puissent amener à une utilisation abusive et extensive. Il est nécessaire de préciser que la boîte noire ne doit pas avoir pour but de constater des infractions, mais plutôt de fournir, en cas d'accident, des données objectives permettant d'établir des responsabilités.

Le président : Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement réservé et la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

De stemming over het aangehouden amendement en het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

Aan de orde is de besprekking van het voorstel van resolutie van de dames Pierrette Cahay-André en Martine Schüttringer en de heren Jos Ansoms, Rony Cuyt, Luc Toussaint, Julien Van Aperen, Hugo Van Dienderen, Karel Van Hoorebeke en Michel Wauthier betreffende de verkeersveiligheid van motorrijders (1753/1 en 2).

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolutioir. de Mmes Pierrette Cahay-André et Martine Schüttringer et MM. Jos Ansoms,

Rony Cuyt, Luc Toussaint, Julien Van Aperen, Hugo Van Dienderen, Karel Van Hoorebeke et Michel Wauthier relative à la sécurité des motocyclistes (1753/1 et 2).

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 66,4)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de besprekking. (Rgt 66,4) (1753/1)

De besprekking is geopend.

La discussion est ouverte.

De heer Michel Moock, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

Vraagt iemand het woord ? (Nee) De besprekking is gesloten.

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non) La discussion est close.

Er zijn geen amendementen ingediend of herringediend.

Aucun amendement n'a été introduit ou réintroduit.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

- *De vergadering wordt gesloten om 17.55 uur. Volgende plenaire vergadering woensdag 10 februari 1999 om 10.00 uur.*

- *La séance est levée à 17.55 heures. Prochaine séance plénière mercredi 10 février 1999 à 10.00 heures.*

ANNEXE

SEANCE PLENIERE
MARDI 9 FÉVRIER 1999

DÉCISIONS INTERNES

DEMANDES D'INTERPELLATION

Demandes

1. M. Marc Verwilghen au ministre de la Justice sur "l'évolution du dossier des tueurs du Brabant".
(n° 2243 - renvoi à la commission de la Justice)
2. M. Jean Geraerts au ministre des Transports sur "l'organisation des transports ferroviaires dans le Limbourg".
(n° 2244 - renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques)
3. M. Claude Eerdekens au ministre de la Justice sur "la mosquée Al Itisam de Liège".
(n° 2245 - renvoi à la commission de la Justice)

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 9 FEBRUARI 1999

INTERNE BESLUITEN

INTERPELLATIEVERZOEKEN

Ingekomen

1. de heer Marc Verwilghen tot de minister van Justitie over "het verloop van het Bende-dossier".
(nr. 2243 - verzonden naar de commissie voor de Justitie)
2. de heer Jean Geraerts tot de minister van Vervoer over "de organisatie van het spoorvervoer in Limburg".
(nr. 2244 - verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven)
3. de heer Claude Eerdekens tot de minister van Justitie over "de moskee Al Itisam in Luik".
(nr. 2245 - verzonden naar de commissie voor de Justitie)